



LES DEFIS DE LA VISITE DE XI JINPING EN FRANCE

FACE AUX DANGERS DU MONDE, L'OCCASION DE
RENOUER AVEC UNE POSITION GAULLIENNE ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des études du Millénaire

William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Emmanuel Macron se rend en Chine du 5 avril au 7 avril. Pour cette visite, il a fait le choix d'être accompagné par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Affaibli sur la scène nationale, Emmanuel Macron entend renouer les liens diplomatiques avec la Chine et son leader Xi Jinping tout en souhaitant redonner un élan aux entreprises françaises fragilisées par la reprise chinoise.

Seulement, sa visite sera marquée par de nombreuses embuches au regard du nombre de défis qu'il doit résoudre. La crise sanitaire a d'une part souligné les fragilités et les dépendances européennes à l'égard de la Chine mais a d'autre part mis en lumière certaines fragilités structurelles chinoises. En effet, la Chine qui s'était plutôt bien sortie au début de la crise sanitaire en ressort affaibli avec la politique du zéro covid, finalement abandonnée en fin d'année dernière. Ce contexte est également marqué par des tensions autour de la guerre en Ukraine et la rivalité sino-américaine pour le leadership mondial.

Le président de la République française rencontrera donc son homologue chinois, réélu l'année dernière lors du XXème congrès, qui a pour mandat d'apporter des réponses pour concrétiser le "rêve chinois". En effet, selon les dirigeants chinois, la Chine doit se réveiller et ne plus se contenter d'un deuxième rang dans l'architecture mondiale. Face à un tel leader, Emmanuel Macron joue la crédibilité française et européenne à l'heure où les défis se font de plus en plus nombreux. Initialement plutôt en retrait du conflit ukrainien, **la Chine entend user de son capital politique auprès du reste du monde pour résoudre un conflit d'envergure pour le XXIème siècle** actant le retour de la guerre à haute intensité en Europe.

Si la Chine avait initialement décidé de se mettre plutôt en retrait du conflit afin de contenter toutes les parties (son allié russe et son partenaire commercial européen), Xi Jinping s'est affiché plus fortement avec Vladimir Poutine. Malgré tout, la Chine souhaite incarner un rôle de gardien de la paix

mondiale qui se conjugue avec sa volonté de reconfigurer les rapports entre l'Occident et l'Orient pour faire naître une nouvelle ère des relations internationales.

Dans ce contexte, les relations entre la France et la Chine sont à la croisée des chemins. Emmanuel Macron, qui avait pourtant promis lors de son premier voyage en Chine en 2018 y retourner tous les ans, devra adopter la position adéquate face aux nombreux défis qui l'attendent.

.....	1
AVANT-PROPOS	2
<i>Historique des relations entre la France et la Chine</i>	<i>5</i>
Des premières relations tissées avant le XXème siècle	5
La Reconnaissance par le Général de Gaulle : un choix au service des ambitions françaises	7
Une Chine qui s'ouvre au monde : vers une reconfiguration des relations France-Chine	10
<i>Une Chine Favorable au multilatérisme : quels défis pour la France et l'Europe ?</i>	<i>15</i>
Le « modèle chinois »	17
Une domination économique et commerciale	25
La domination de la plus grande zone du monde : l'indopacifique.....	34
<i>Quel rôle pour la Chine dans la nouvelle architecture mondiale ?</i>	<i>46</i>
La première puissance économique ou rien	46
Un modèle politique pour le reste de l'humanité	50
Un nouveau gardien de la paix Pour le monde.....	51
Leadership mondial : vers une victoire chinoise face aux États-Unis ?.....	54
<i>Quels objectifs pour Emmanuel Macron pour cette visite ?.....</i>	<i>57</i>
CONCLUSION	65

HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA CHINE

DES PREMIERES RELATIONS TISSEES AVANT LE XXEME SIECLE

La France et la Chine entretiennent des relations depuis le Moyen-Âge. En effet, les premiers contacts entre les deux prédécesseurs des nations que nous connaissons remontent à la visite du moine ouïghour Rabban Ban Sauma, émissaire de la Chine de la Dynastie Jin, avec Philippe Le Bel. Pendant plusieurs siècles, **les échanges entre les deux nations se limitent à du commerce**, principalement de la porcelaine chinoise qui rencontre un succès certain à la cour de France.

Les liens entre les deux se resserrèrent **durant le règne de Louis XIV** qui envoie de nombreux prêtres et émissaires en Chine pour contrebalancer l'influence de l'Empire Ottoman dans la zone. La Chine, première puissance mondiale de son époque, dispose d'une culture riche qui inspire nos savants et artistes tout au long du XVIIème siècle. En miroir, les Qing, ébahis par les artistes et architectes français du « Grand Siècle » les font venir pour qu'ils enseignent et inspirent le célèbre Palais d'été.

Alors que les relations entre la France et la Chine sont marquées par un respect culturel mutuel et un commerce fructueux, la donne change au XIXème siècle. La France participe aux côtés des anglosaxons à la seconde guerre de l'opium entre 1856-1860 pour forcer l'ouverture de la Chine aux puissances occidentales dans un contexte de colonisation de l'Asie et de l'Afrique. De ce fait, la France contribue à la destruction du Palais d'été, ce qui détériore et bouscule les relations entre les deux nations. En effet, la France commence à coloniser et à s'implanter durablement dans la zone, aboutissant à ce qui est perçu en Chine comme « le siècle de la honte ». Cet épisode a bouleversé l'imaginaire chinois puisqu'au-delà de perdre leur

statut de première puissance mondiale au profit du Royaume-Uni, c'est toute l'organisation intérieure chinoise qui s'est trouvée bouleversée, avec des territoires administrés *de facto* par les Européens. Depuis, les Chinois ont juré vouloir se venger de ce « siècle de la honte » qui culmine avec le sac du somptueux Palais d'été. Victor Hugo a par ailleurs écrit ces quelques mots pour montrer son dégoût¹ :

« Un jour, deux bandits sont entrés dans le Palais d'été. L'un a pillé, l'autre a incendié. La victoire peut être une voleuse, à ce qu'il paraît. Une dévastation en grand du Palais d'été s'est faite de compte à demi entre les deux vainqueurs. On voit mêlé à tout cela le nom d'Elgin, qui a la propriété fatale de rappeler le Parthénon. Ce qu'on avait fait au Parthénon, on l'a fait au Palais d'été, plus complètement et mieux, de manière à ne rien laisser. Tous les trésors de toutes nos cathédrales réunies n'égalerait pas ce splendide et formidable musée de l'Orient. Il n'y avait pas seulement là des chefs-d'œuvre d'art, il y avait un entassement d'orfèvreries. Grand exploit, bonne aubaine. L'un des deux vainqueurs a empli ses poches, ce que voyant, l'autre a empli ses coffres ; et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant. Telle est l'histoire des deux bandits. Nous, Européens, nous sommes les civilisés, et pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie. Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. Mais je proteste, et je vous remercie de m'en donner l'occasion ; les crimes de ceux qui mènent ne sont pas la faute de ceux qui sont menés ; les gouvernements sont quelquefois des bandits, les peuples jamais. L'empire français a empoché la moitié de cette victoire et il étale aujourd'hui avec une sorte de naïveté de propriétaire, le splendide bric-à-brac du Palais d'été. J'espère qu'un jour viendra où la France, délivrée et nettoyée, renverra ce butin à la Chine spoliée. En attendant, il y a un vol et deux voleurs, je le constate. »

¹ <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/10/HUGO/11563>

Ces quelques vers, inconnus en France, sont très célèbres en Chine au point d'être inclus dans les programmes scolaires des petits chinois par le Parti Communiste Chinois (PCC) pour qu'ils ne puissent oublier ce qu'ils qualifient d'une « ignominie » commise par les Français.

Pour autant, **le début officiel des relations diplomatiques entre la République française et la République démocratique de Chine (RDC) date officiellement de 1913**, avec une reconnaissance officielle et des échanges financiers principalement. Les relations entre les deux pays s'améliorent au point que durant la première guerre mondiale, de nombreux Chinois gagnent la France pour aider à l'effort de guerre. **De nombreux étudiants se rendent en France pour se former, comme Zhou Enlai ou Deng Xiaoping et les échanges culturels reprennent dès les années 1920**. Après la fin de la Seconde Guerre Mondiale et le départ des troupes japonaises d'Indochine et des colonies françaises en Chine, **la France décide de rétrocéder le territoire de Kouang-Tchéou-Wan devenant la ville de Zhangjiang** (de manière semblable à Hong Kong prêté pour 99 ans au Royaume-Uni en 1898, ce territoire devait être rendu à la Chine en 1997).

LA RECONNAISSANCE PAR LE GENERAL DE GAULLE : UN CHOIX AU SERVICE DES AMBITIONS FRANÇAISES

Durant les premières années de la Guerre Froide, tout comme la majorité de ses alliés occidentaux, **la France ne reconnaît que la RDC de Tchang-Kai-Tchek comme seule et unique Chine**. Jusqu'en 1964, la République française n'avait par conséquent aucune relation diplomatique avec la Chine Communiste ou République Populaire de Chine.

Le 27 janvier 1964, la France du Général de Gaulle reconnaît la République populaire de Chine (RPC) de Mao Zedong. Avec cette décision, les deux pays annoncent officiellement l'établissement de relations diplomatiques entre eux. Ce choix « d'évidence et de raison » selon les mots du Général a été préparé durant de long mois. Alors qu'il est souvent dit que la France a été le premier pays occidental à reconnaître la RPC (le Comité

d'échanges franco-chinois indique encore que la France a été le premier grand pays occidental à reconnaître la Chine Communiste²) cela n'est pas conforme à la réalité. En effet, **dès 1950 le Royaume-Uni voit en la RPC le gouvernement légitime de Chine et reconnaît partiellement la RPC pour garantir ses intérêts**. Pour autant, cette décision révèle l'audace et la vision du Général de Gaulle qui est allé à contre-courant en établissant une coopération approfondie entre les deux nations.

Dès 1963, alors que les tensions entre la RPC et l'URSS ont cessé depuis près de 3 ans, la France envoie Edgar Faure à Pékin, pour préparer le terrain et permettre un rapprochement entre les deux nations. Puis, les deux pays annoncent entamer des relations diplomatiques avec l'envoi d'ambassadeurs dans leurs capitales. Comme le retranscrira Alain Peyrefitte dans son ouvrage *C'était de Gaulle*, pour le Général « *Il y [avait] quelque chose d'anormal dans le fait que nous [n'avions] pas de relations avec le pays le plus peuplé du monde sous prétexte que son régime ne [plaisait] pas aux Américains* ». **Il s'agit selon lui de « reconnaître le monde tel qu'il est » mais il voulait également en finir avec le colonialisme et mettre derrière nous la guerre d'Indochine en incluant la Chine dans la résolution et la pacification de l'Asie et du monde.**

Il s'agit d'une décision d'envergure planétaire qui a eu l'effet d'un véritable « tsunami diplomatique », voire d'une « trahison », notamment vis-à-vis des États-Unis qui continuent de voir en la RDC la seule et véritable Chine. De surcroît, avec la Guerre de Corée, la RPC est l'ennemie du camps occidental qui lutte contre l'extension du communisme dans le monde par la politique d'endiguement initiée par Truman. Plus globalement, **le Général se démarque des États-Unis et affirme la France comme une puissance incontournable dans le concert des nations**. L'ordre mondial, à cette époque bipolaire, ne plaisait pas au Général de Gaulle qui cherchait à peser dans le monde pour s'ouvrir des horizons. Depuis la rupture sino-soviétique, **la Chine craint un isolement diplomatique et accueille positivement ce**

² <https://cefc-paris.fr/relations-franco-chinoises/>

rapprochement. De Gaulle plaît également énormément en Chine, où son image de défenseur de la souveraineté et de l'indépendance, ravit les Communistes qui n'apprécient guère l'impérialisme américain.

Pour autant, **il faut bien signaler que cette reconnaissance n'équivaut pas à l'approbation du système politique et de l'idéologie communiste défendus par Mao.** Il s'agit uniquement de s'ouvrir à un pays de 700 millions d'habitants à l'époque qui risque de compter à l'avenir. Seulement, l'excellente intuition du Général de Gaulle se heurte à des problèmes rencontrés par les deux nations, notamment sur la question de Taiwan. Le Général ne voulait pas non plus rompre les relations avec la RDC de Tchang-Kai-Tchek en reconnaissant la RPC, mais Mao ne l'entendait pas de cette oreille. Ainsi, et après d'âpres discussions, le texte publié parlera de « reconnaissance de la République populaire de Chine comme seul gouvernement légal représentant tout le peuple chinois ». Cette formulation déplait fortement aux Américains et à Tchang-Kai-Tchek, qui rompt ses relations avec Paris le 10 février 1964.

Ainsi, le Général de Gaulle **instaure un dialogue constructif entre les deux pays, ouvrant la voie à de nombreux échanges dans plusieurs domaines.** Cette reconnaissance s'inscrit dans une stratégie globale pour affirmer l'indépendance de la France vis-à-vis des deux grands et de reconstruire la puissance française à l'internationale alors qu'elle avait souffert de la Seconde Guerre Mondiale et de la fin de l'Empire.

UNE CHINE QUI S'OUVRE AU MONDE : VERS UNE RECONFIGURATION DES RELATIONS FRANCE-CHINE

- Les conséquences de la reconnaissance française de la Chine populaire :

Cette reconnaissance fonctionne comme un véritable détonateur, **puisque'en 1971 la République populaire de Chine (RPC) entre au Conseil de Sécurité de l'ONU**. Elle a aussi accouché d'une **normalisation des relations entre la RPC et les Etats-Unis qui s'est accélérée après cette reconnaissance en 1971** avec ce qu'on a appelé la diplomatie du ping-pong des sportifs américains pénètrent sur le sol chinois, une première depuis 1949. Enfin en 1972, le Président Américain Richard Nixon se rend à Pékin pour rencontrer Mao. Seulement, **il faut attendre 1979 pour que les Américains rompent leurs relations diplomatiques avec Taiwan et reconnaissent la RPC comme seule Chine**.

Le **premier Président français à se rendre en RPC pour rencontrer Mao est Georges Pompidou en 1973**. Il en profite aussi pour rencontrer le Premier Ministre chinois de l'époque, Zhou Enlai, francophile ayant étudié dans notre pays durant sa jeunesse. Georges Pompidou sera imité ensuite par Valéry Giscard d'Estaing. Toutefois, alors que la France voulait que la Chine s'affirme dans le concert des nations et serve ses intérêts, force est de constater que **nous sommes loin du compte et que nous avons beaucoup moins profité de cette ouverture que les Américains** qui nous ont intelligemment imité. En somme, nos relations entretenues avec la Chine sont davantage dictées *« par les préoccupations économiques que par des considérations idéologiques »*³.

Ainsi, dans les années 1970, **les considérations idéologiques et géopolitiques, conformes aux idées du Général, sont abandonnées au**

³ <https://classe-internationale.com/2022/05/29/la-politique-chinoise-de-la-france-depuis-1964-une-volonte-de-reequilibrer-une-relation-sous-tension/>

profit d'un partenariat commercial classique. D'importants contrats industriels et d'équipement sont signés (matériel militaire ou engrais par exemple). **La France devient en 1975 le sixième fournisseur commercial de la Chine.** Jusqu'en 1978-1979 les échanges sont globalement favorables à la France ce qui rend ce partenariat privilégié intéressant pour nous.

- Un partenariat de moins en moins intéressant pour la France :

Mais à la fin des années 1970, avec l'ouverture de la Chine et surtout avec la reconnaissance américaine de la RPC, **les échanges deviennent clairement défavorables aux Français.** De plus, **en 1978, la Chine signe un accord commercial avec la Communauté Économique Européenne, faisant que la Chine n'a plus uniquement des relations privilégiées avec la France mais avec tous les pays européens**⁴. À partir de 1981, le déficit commercial de la France vis-à-vis de la Chine dépasse presque tous les ans les 1 000 milliards de francs. Alors que cela a permis de maintenir le niveau de vie des classes populaires et moyennes françaises en important des produits peu chers, **cette dynamique constitue un marqueur du déclin économique de la France observable à partir de 1981.**

En dépit des différents accords signés par les gouvernements socialistes durant les années 1980, rien n'y fait. **Les relations entre les deux pays deviennent clairement asymétriques et inéquitables.** Ainsi, la politique gaullienne de se lier avec la Chine pour exister diplomatiquement et géopolitiquement devient intenable dès lors que la France n'est plus partenaire privilégié et qu'elle se replie sur l'Europe abandonnant ses ambitions mondiales. De surcroît, la politique de partenariat économique privilégiée dans les années 1970 est aussi un échec avec l'installation de déficit commerciaux, à l'origine d'une désindustrialisation excessive. Dans le même temps, la politique d'ouverture à l'égard de Pékin des années 80-2010 s'explique également par la croyance des leaders occidentaux dans une possible convergence des modèles. Cela s'explique par le progressisme

⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_87_117

relatif des dirigeants chinois à l'égard de l'Occident, avec notamment l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et sa volonté de moderniser et ouvrir la Chine. Cette croyance de convergence des modèles s'est cependant heurtée à plusieurs difficultés.

- Une parenthèse droit-de-l'hommeiste refroidissant les relations dans les années 1990 :

Après la répression des manifestations sur la place Tian'anmen en 1989, les relations entre les deux se refroidissent. Sous le deuxième septennat de François Mitterrand, **la France conduit une stratégie diplomatique contestable : la « diplomatie des régimes »**. Autrement dit, elle cherche d'abord à promouvoir la démocratie libérale dans le monde en accompagnant les vagues de libéralisation politique du début des années 1990, en Europe de l'Est, en Asie, au Moyen-Orient ou encore en Afrique. Seulement, l'épopée gaulliste a été permise par une pensée radicalement différente focalisée sur les rapports de force pour exister dans la Guerre froide. Désormais, **la France cherche à se distancier de son partenaire chinois autoritaire**. Une aide française est apportée aux fugitifs et autres dissidents persécutés par le biais de l'opération *Yellow Bird*⁵. Des centaines de dissidents sont exfiltrés entre 1989 et 1990 via Hong Kong et des fonds spéciaux sont débloqués par le Quai d'Orsay pour faire venir les réfugiés en France. En revanche, les sanctions décidées en réaction à la répression ne durent pas longtemps. Dès octobre 1990, seul l'embargo sur les armes demeure.

Ce refroidissement spécifique avec la Chine continue durant toute la première partie de la décennie 1990 car la France fournit des armes à Taiwan alors que les tensions entre la RPC et la RDC sont à leur comble. En 1995-1996, la Troisième crise du détroit de Taiwan éclate avec une série de missiles envoyés par la RPC. De plus, 16 frégates Lafayette sont vendues à Taiwan en septembre 1991 et en novembre 1992, de même que 60 Mirage

⁵ <https://www.la-croix.com/Culture/TV-Radio/Tian-An-Men-operation-exfiltration-dissidents-chinois-2016-06-02-1200765410>

2000. La politique française à l'égard de Taiwan énerve Pékin, ce qui débouche sur la première crise ouverte entre les deux nations avec la fermeture du consulat de France à Guangzhou ou à Canton. Avec l'interdiction française faite aux entreprises locales de vendre des armes à Taiwan, les échanges avec la RPC reprennent progressivement dès 1994.

- Le retour d'une politique gaullo-chiraquienne :

Avec Jacques Chirac, la France tente de renouer avec la conception pragmatique gaullienne. L'année 1997 est à retenir, car **une myriade d'accords portant sur le nucléaire civil, l'espace ou la santé sont signés pour raviver les relations économiques entre les deux pays.** En 2004 et pour célébrer les 40 ans de la reconnaissance de la RPC par la France du Général de Gaulle, le Président chinois Hu Jintao se rend à Paris. Il y signe un nouvel accord commercial qui scelle le « partenariat stratégique global » entre les deux nations. L'année 2004 fut d'ailleurs déclarée année de la Chine en France. **La France de Jacques Chirac cherche à ce que la Chine joue le jeu du multilatéralisme poussant l'adhésion du pays à l'OMC en 2001.** Les intérêts communs doivent prévaloir sur les considérations idéologiques, mais la Chine ne fait pas sienne cette formulation et les espoirs français sont vite réduits à néant.

En parallèle de ce regain diplomatique, **les Français cherchent par tous les moyens de réduire le déficit commercial vis-à-vis de la Chine**, ce qui explique les différents accords signés et la volonté affichée de favoriser les investissements français en Chine. Pourtant, rien n'y fait et le déficit commercial continue de se creuser avec un solde commercial de plus de - 30 milliards d'euros en 2008. Le seul moyen de réduire ce déficit aurait été de vendre des armes à la RPC, mais malgré les pressions française l'embargo est resté en place. Malgré les échecs et le déficit abyssal, **les relations entre les deux pays se sont normalisées grâce à l'activisme chiraquien et à la volonté claire de revenir à un pragmatisme gaullien dans les relations.** Cela a pourtant été un échec puisque les relations entre les deux nations sont restées inéquitables et défavorables à la France.

Il faut également ajouter que la croyance de convergence des modèles s'est définitivement heurtée à la crise financière de 2008. Celle-ci a finalement accéléré la rupture et la radicalisation du modèle politique chinois pour d'une part affirmer sa volonté de leadership mondial avec le déclin américain et d'autre part pour accomplir cet objectif : l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping pour accomplir ce « rêve chinois ».

UNE CHINE FAVORABLE AU MULTILATERALISME : QUELS DEFIS POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

Comme nous avons pu le voir les relations entre la France et la Chine ont été à géométrie variable depuis la moitié du XIXème siècle. Cette relation complexe est devenue déséquilibrée depuis la fin de l'épopée du Général de Gaulle. Alors qu'il avait décidé de reconnaître la République Populaire de Chine en 1964, entamant des relations diplomatiques avec cet État communiste au banc des relations internationales en 1949 avec la victoire du Parti Communiste Chinois sur le Kuomintang, **rien ne laissait présager que nous serions si facilement dépassés par l'ampleur prise par cette nation dans le monde.**

Le Général de Gaulle avait décidé de reconnaître la RPC par pragmatisme, pour tenter d'exister dans un monde bipolaire et ainsi voulait faire de cet État de 700 millions de personnes un outil dans son entreprise de fonder un ordre mondial nouveau dans lequel la France aurait une plus grande importance. En abandonnant cette dimension géopolitique majeure pour se focaliser sur des relations purement commerciales, les élites françaises des années 1970-1980 ont commis une erreur stratégique clé : **celle de croire que la Chine n'avait qu'un projet économique de développement alors qu'elle rêvait d'autre chose.**

Ainsi, comme tous les pays occidentaux, **la France a subi le réveil de la Chine qu'Alain Peyrefitte décrivait dans son livre de 1973 « Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera »⁶.** La Chine s'est faite plus menaçante sur de nombreux aspects et les Français comme les Européens

⁶ Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera, Alain Peyrefitte, Fayard, 1973.

se sont fait dépasser par la montée en puissance de la Chine devenant un véritable rival systémique, que personne ne semble pouvoir arrêter.

Nicolas Sarkozy est le premier a alerté sur la menace chinoise. Ainsi, la politique franco-chinoise connaît à partir de 2008 une redéfinition au regard de l'ancien pragmatisme gaulliste et cela, malgré l'intérêt économique. Comme à son habitude, **l'Union européenne a tardé à redéfinir ses vues sur la Chine.** Pékin a bien compris cet état de fait en ne préférant traiter qu'avec l'Allemagne. En effet, le pays dirigé par Angela Merkel a soutenu les ventes de ses industries qui alimentent une classe moyenne chinoise qui connaît un essor fulgurant au début du XXIème siècle. L'Allemagne adopte une vision réaliste de ses relations avec la Chine, préférant ne pas regarder quand la Chine se montrait trop expansionniste et bafouait les droits de l'Homme. A l'inverse, la Chine est vue comme un rival par l'UE qui emboîte le pas des États-Unis qui adopte avec Barack Obama le « pivot asiatique ».

Pour autant, ce revirement semble intervenir trop tard tant la Chine se fait de plus en plus pressante et menaçante sur de nombreux points. Avec une politique américaine qui vise désormais à affaiblir la Chine, les Européens pourraient mettre à mal l'unité du camp occidental et donc joué le rôle d'un Occident utile, lorsque les Américains sont clairement dans une opposition frontale avec Pékin qui s'est accentuée avec la succession des crises (crise financière de 2008, crise sanitaire et enfin guerre en Ukraine).

Ces successions de crise ont accentué le déclin relatif des États-Unis dans leur rôle post Guerre froide d'hyperpuissance pour laisser place à l'émergence d'une autre superpuissance. **Alors que les États-Unis et l'Union européenne pesaient respectivement 19,8% et 14,8% du PIB mondial en 2002 (en parité de pouvoir d'achat selon le FMI), ils n'en pesaient plus que 15,8% et 14,8% en 2022. De son côté, la proportion de l'économie chinoise dans l'économie mondiale s'est accrue de 8,1% à 18,8%.** Ce changement de statut sur le plan économique s'est également retranscrit sur les autres volets : défense, géopolitiques, etc pour refléter la vision globale du modèle alternatif chinois.

Cette influence grandissante de la Chine dans le monde pose de nombreuses questions et surtout mettre au défi la France et l'Europe.

LE « MODELE CHINOIS »

Lors de sa visite à Moscou le 20 mars 2023, Xi Jinping a réitéré sa volonté de redéfinir l'ordre mondial⁷. Il souhaite clairement définir un modèle alternatif, opposé au modèle de démocratie libérale promu par les Occidentaux. Cette volonté est partagée par tous les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui rêvent tous d'un modèle alternatif pour contrer le modèle actuel, centré sur l'Occident, dont l'institution du G7, forum informel des grandes puissances mondiales n'inclut aucun de ces « mastodontes du Sud »⁸. **Les BRICS souhaitent dépasser l'étape du développement économique pour connaître une prise d'importance géopolitique et offrir un modèle alternatif.**

Même si tous les pays des BRICS s'accordent sur la nécessité d'un tel rééquilibrage des relations internationales avec un nouveau modèle politique, économique et financier, des divergences existent sur la manière de parvenir à cela. Dans cette lutte interne, **il semble que ce soit la Chine qui soit la seule à pouvoir véritablement imposer ses vues car plus puissante et influente.** Ce point de vue est partagé par des politologues américains comme Francis Fukuyama, auteur de « la fin de l'Histoire » qui souligne que seul le modèle chinois semble un rival sérieux au modèle américain. En revanche, dans une lutte pour la reconfiguration de l'équilibre international et du rôle de l'Occident, Poutine ou encore Lula se sentent plus proche de la Chine que de l'Occident. En effet, la Chine a construit un narratif opposé au modèle occidental qui oblige les autres pays du monde à se positionner pour ou contre l'Occident.

⁷ <https://www.rfi.fr/fr/monde/20230320-xi-jinping-%C3%A0-moscou-des-convergences-sur-ce-que-devrait-%C3%AAtre-l-ordre-mondial-des-divergences-sur-la-fa%C3%A7on-d-y-parvenir>

⁸ <https://www.rfi.fr/fr/monde/20230320-xi-jinping-%C3%A0-moscou-des-convergences-sur-ce-que-devrait-%C3%AAtre-l-ordre-mondial-des-divergences-sur-la-fa%C3%A7on-d-y-parvenir>

A cet égard, la Chine souhaite offrir un modèle politique et de société concurrent au modèle occidental, décrit peu avant la chute du mur de Berlin en 1989 par Francis Fukuyama comme dominant⁹. Le triomphe annoncé de la démocratie libérale, vue comme indépassable et comme la forme finale du gouvernement humain n'a fait qu'un temps et ne s'est jamais matérialisé. En effet, l'avènement de la démocratie libérale dans le monde a subi bien plus d'échecs qu'elle n'a rencontré de victoires. A titre illustratif, citons la difficile démocratisation de l'Europe de l'Est post-URSS, l'échec de la démocratisation issue des Révolutions Arabes, ou encore la prolongation de la deuxième génération des dictateurs en Afrique.

La réussite économique et géopolitique insolente de la Chine attire ces pays car elle leur offre un modèle alternatif. **Le modèle chinois peut être caractérisé « d'autoritarisme éclairé » ou « autoritarisme bienveillant »**¹⁰ qui n'est pas le modèle voulu par Poutine car les Chinois sont attachés au respect de l'intégrité territoriale afin de se démarquer des États-Unis et de l'OTAN et donc de rassembler les pays du monde entier qui pour la plupart ne conduisent pas de guerres extérieures. Ainsi, pour respecter ce narratif, il est probable que la Chine ne fasse pas preuve d'interventionnisme militaire pour se différencier des Américains. Ces derniers ont subi une contestation forte de leur hyperpuissance notamment après les interventions avortées en Afghanistan et surtout en Irak. Comme dans le cas de l'Ukraine, il est probable que les Chinois ne s'impliquent pas fondamentalement dans le règlement des conflits mais plutôt pour s'assurer d'en tirer parti d'une manière ou d'une autre. Ce souhait n'exclut pas pour autant une intervention sur Taïwan, qui est considéré comme faisant partie du territoire de la Chine (cf Politique de la Chine unique).

⁹ https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/08/16/la-democratie-liberale-une-histoire-sans-fin_5173064_4415198.html

¹⁰

https://www.cidob.org/en/publications/publication_series/opinion/2022/china_s_enlightened_authoritarianism_as_an_alternative_to_liberal_democracy

En continuant à se baser sur l'ONU, **la Chine vise l'avènement d'un ordre mondial fondé sur le multilatéralisme afin d'assurer la paix, la stabilité, le développement et la singularité culturelle de chaque nation dans le monde**. La Chine promeut un multilatéralisme avec l'optique de contrer le poids des États-Unis à terme (démographique, économique, diplomatique). L'objectif est surtout de disposer d'un instrument d'influence pour construire des conditions mondiales favorables à la Chine (ce que les Occidentaux ont fait à leur manière au XXe siècle). Ainsi, les Chinois veulent remettre en cause les Institutions Internationales dominées par les Occidentaux et plus particulièrement les États-Unis. **Hors des organisations onusiennes, on peut parfois parler de multi-bilatéralisme.**

Afin de contrebalancer l'influence occidentale dans le monde, **la Chine a été à l'initiative en 2001 de l'Organisation de Coopération de Shanghai**¹¹. Elle rassemble 9 pays (Chine, Russie, Kazakhstan, Inde, Iran, Pakistan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan) faisant d'elle la **plus grande organisation régionale du monde en termes de population et de superficie**. Il s'agit d'une organisation de défense et de sécurité mais également politique et économique qui **sert officiellement les intérêts de la Chine et sa vision internationale**. Cette vision plaît énormément dans le monde, avec de nombreux pays qui ne se reconnaissent pas directement dans la politique américaine. **De nombreuses expansions de l'organisation ont déjà eu lieu, la dernière en date est celle impliquant l'Iran en 2021**¹². D'autres États comme la Biélorussie ou la Mongolie pourraient suivre (le cas de l'Afghanistan est à part depuis le retour des Talibans). **L'organisation dépasse le cadre stricto-sensu régional et se rapproche de plus en plus à l'OTAN dans sa conception**. Cela explique la plus grande attention portée à la zone par les États-Unis ou la France, via le QUAD¹³ ou les alliances avec

¹¹ <http://eng.sectscsco.org/>

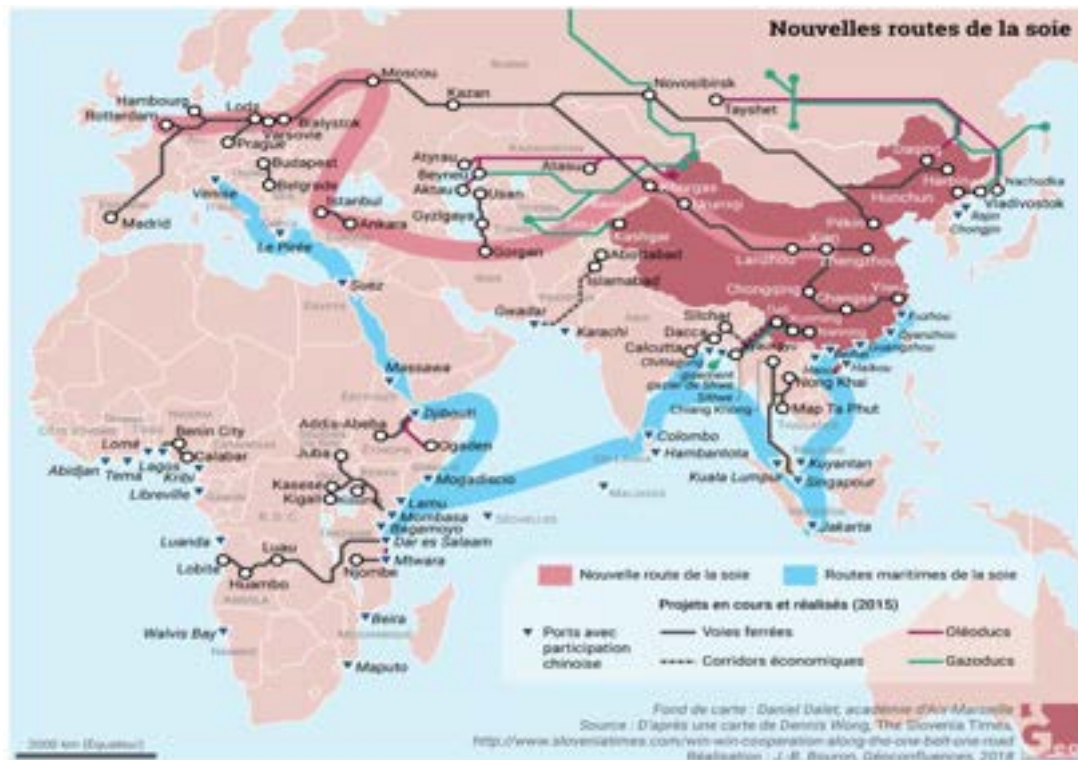
¹² <https://www.economist.com/the-economist-explains/2022/09/14/what-is-the-shanghai-co-operation-organisation>

¹³ <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20220524-face-%C3%A0-p%C3%A9kin-les-pays-du-quad-promettent-des-investissements-massifs-en-asie-pacifique>

l'Inde par exemple pour la France. **Contrer cette nouvelle alliance constituera à coup sûr un défi à l'avenir pour la France et l'Europe.**

Au niveau de l'économie politique, **la Chine adopte une position similaire, à savoir contrecarrer les institutions sous domination occidentale.** Elle se fait l'écho des critiques du système de Bretton Woods. Par exemple, **en 2014 la Nouvelle Banque d'Investissement (NBI) basée à Shanghai a vu le jour, suivie par la banque d'investissement pour les infrastructures asiatiques basée à Pékin**¹⁴. Ces deux banques multilatérales visent à contrer l'influence de la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International et servent les intérêts de la Chine qui impose un nouvel ordre financier et économique. **Ces nouvelles banques sont accueillies positivement par plusieurs pays du Sud qui ont eu une expérience difficile avec le Fonds Monétaire International**, tels que l'Égypte, dernier pays en date à avoir rejoint la NBI. Cette volonté de remettre en cause la mainmise occidentale sur la finance mondiale pourrait également constituer un défi de taille. À cela s'ajoute le projet des Nouvelles Routes de la Soie de Xi, qui permet d'accorder des prêts pour des dépenses en termes d'infrastructures, qui est devenu d'une importance capitale pour les Européens, car ces routes doivent arriver en Europe.

¹⁴ <https://www.dandc.eu/en/article/what-ndb-and-aiib-have-common-and-how-they-differ>



Les principaux thèmes défendus par la Chine ont été développés dans son plan de paix pour régler la « crise ukrainienne »¹⁵. Ce plan fut accueilli positivement à travers le monde, alors que nous ne retenons que les critiques occidentales à ce sujet. Cela acte la divergence des points de vue entre l'Occident et le reste du monde. **La Chine souhaite la négociation pour un retour à un ordre mondial pacifique, la réduction des risques collatéraux (risques humanitaires, nucléaires et stratégiques) et sauver l'économie mondiale avec un retour à la stabilité.** Ce qui est intéressant dans cette « position » chinoise est la critique contre les sanctions unilatérales alors que la Russie n'a pas été condamnée à l'ONU. **La Chine a fait sienne les règles onusiennes du multilatéralisme pour plaire au reste du monde.** En effet, des pays, les plus peuplés du monde de surcroît, se retrouvent sur ce point. Ils prétendent souffrir de cet unilatéralisme occidental ce qui les pousse dans les bras de la Chine qui propose un équilibre international qui leur est plus favorable.

¹⁵ <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-ce-que-contient-vraiment-le-plan-de-paix-chinois-20230321>

La Chine défend un monde diversifié et multipolaire, en opposition avec le modèle néolibéral américain. Elle se réclame pacifique et ne cherchent que l'harmonie, ce qui plaît à l'international où cette idée de développement gagnant-gagnant fait des émules. Cela rejoint le rejet du multipartisme, car en ayant plusieurs partis politiques une partie de la population est oubliée et non représentée alors que le Parti Communiste représente tout le monde. Nos systèmes de démocratie représentative ne seraient pas assez réactifs et efficaces pour assurer le développement des Chinois. Ainsi, ils défendent leur système politique, arguant qu'il offre de nombreux avantages et est bien meilleur que le modèle néolibéral.

Dans les domaines d'influence, **il ne faut pas négliger le volet culturel, en particulier la langue qui comme la francophonie peut à long terme être une force pour les réseaux chinois.** Mais contrairement au modèle américain, il n'y a pas d'imposition de référence culturelle ou politique. En revanche, il existe une vraie tentative d'exporter leur modèle social sous couvert de ne pas donner de leçons par opposition au modèle occidental basé sur les droits de l'homme.

La Chine prétend qu'une *Pax Sinica*¹⁶ s'imposerait dans les pays se reconnaissant dans son modèle, ce qui tranche avec la diplomatie des loups guerriers qui caractérisait la politique chinoise ces dernières années. À terme, **cette paix devrait remplacer la *Pax Americana* défendue depuis de nombreuses années ce qui place la Chine au centre des modèles alternatifs face à un modèle américain et occidental vu comme obsolète.**

En opposition au « Consensus de Washington » né après la Seconde Guerre Mondiale, Xi Jinping veut un « Consensus de Pékin »¹⁷. Pour lui, le vote du Brexit est un exemple du rejet de ce modèle au sein de l'Occident

¹⁶ <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2021/08/11/commentary/world-commentary/pax-sinica-americana/>

¹⁷

https://www.cidob.org/es/publicaciones/serie_de_publicacion/opinion_cidob/asia/a_china_model_for_the_new_era

lui-même, de même que l'émergence des démocraties illibérales (Orban, etc.). Nous sommes clairement dans l'opposé du 1%, par le 1% pour le 1% défini par Joseph Stiglitz¹⁸ alors que la Chine promet une meilleure réponse aux revendications avec l'aide du Parti unique. Un argument de poids de la Chine est de montrer en exemple son développement extraordinaire qui s'est fait alors qu'ils s'opposaient au Consensus de Washington et au dogme du multipartisme. Cette réussite chinoise leur confère une certaine légitimité aux yeux des « Autres » et leurs idées de meilleur équilibre régional et de prise de décision plus rapide les convainc définitivement.

Les Européens doivent impérativement trouver une réponse à cette forme d'activisme politique qui semble plaire dans le monde et pourrait mettre à mal leur influence dans le monde.

Depuis le début de l'année 2023, Xi Jinping a davantage défini et consolidé sa vision de la société chinoise sous ce qu'on appelle la "modernisation à la chinoise". Ce modèle met l'accent sur l'autosuffisance nationale, en particulier dans les technologies et les finances, et marque un changement significatif par rapport à l'ère de Deng Xiaoping qui se concentrait sur la libéralisation économique, vers une approche plus centralisée et contrôlée par l'État.

Les politiques de Xi ont de plus en plus priorisé la "sécurité nationale globale", intégrant la sécurité traditionnelle aux contrôles économiques, technologiques et idéologiques pour protéger le pouvoir du Parti communiste chinois (PCC) et promouvoir le leadership mondial de la Chine. Cette approche s'est manifestée par un renforcement du contrôle de l'information, en augmentant le rôle du PCC dans les secteurs publics et privés, et en élevant les préoccupations de sécurité au-dessus des objectifs de libéralisation économique.

¹⁸ <https://www.vanityfair.com/news/2011/05/top-one-percent-201105>

La stratégie économique décrite par Xi continue de refléter un équilibre entre la pilotage par l'État et les rôles limités du marché, un thème constant depuis ses précédents mandats. Cependant, les réformes récentes suggèrent une poussée plus forte vers l'amélioration de l'influence de l'État dans des secteurs clés comme la finance et la technologie, visant à traiter les vulnérabilités et à sécuriser les chaînes d'approvisionnement de la Chine contre les pressions extérieures, notamment des États-Unis.

Ces changements indiquent un mouvement plus prononcé vers un État qui affirme son contrôle sur des secteurs clés et utilise tous les moyens pour faire avancer son agenda d'indépendance technologique et économique, tout en cherchant à jouer un rôle plus important dans la gouvernance mondiale conforme aux intérêts et aux valeurs chinoises. A ce titre, le Gouvernement chinois a annoncé cette année par exemple le prolongement jusqu'en 2027 de son plan de soutien massif à l'industrie de l'automobile verte. Cette stratégie implique une redéfinition des normes d'interaction mondiale sous un cadre qui défie les principes néolibéraux occidentaux, plaidant pour un modèle qui combine l'héritage dirigiste chinois avec l'acceptation de la compétition néolibérale.

UNE DOMINATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

Depuis son entrée dans l'OMC en 2001, **la Chine est devenue le principal défenseur du libre-échange et du multilatéralisme dans le monde ce qui est pour le moins paradoxal.** Les Européens ont longtemps souffert de cette situation par naïveté, mais un consensus semble émerger sur la nécessité de protéger l'économie européenne de la Chine.

L'ascension de la Chine comme superpuissance géoéconomique a été extrêmement rapide depuis l'ouverture voulue par Deng Xiaoping en 1978¹⁹. En 2009, la Chine est devenue le premier exportateur mondial devant l'Allemagne²⁰, consécration pour l'usine du monde qui n'était vue que comme bonne à produire des produits bas de gamme. En opérant une stratégie de remontée des filières, la qualité des produits chinois n'a fait que s'améliorer²¹, alors que les exportations à haute valeur ajoutée était la chasse gardée des pays du Nord depuis des décennies. **La part d'exportations à forte intensité de main d'œuvre ne fait que diminuer alors que les exportations de biens de moyenne à haute technologie augmentent chaque année.**

Tout cela inquiète quant à la possible menace de la Chine sur le commerce européen. Leur maîtrise de processus plus intensifs en technologie laisse songeur. **Une part importante des produits technologiques consommés par les classes moyennes du monde entier sont désormais originaires de Chine.** Cela se voit avec l'importance de Huawei, qui fait mieux que rivaliser avec des géants tels que Siemens. Ainsi la Chine est en mesure de produire des sous-marins nucléaires de classe

¹⁹ <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/12/19/40-years-ago-deng-xiaoping-changed-china-and-the-world/>

²⁰ <https://www.lesechos.fr/2009/12/la-chine-detronne-lallemagne-comme-exportateur-numero-un-471058>

²¹ <https://www.entreprendre.fr/chine-le-commerce-exterieur-progresse-vers-une-meilleure-qualite/>

mondiale ou des porte-avions²² ce qui en fait un rival pour les Européens et notamment le français Naval Group.

Actuellement, **la Chine dispose du premier PIB mondial en parité de pouvoir d'achat** et pourrait rapidement dépasser les Américains en PIB en valeur²⁴. Selon l'OMC, **entre 2001 et 2021, la part de la Chine dans les exportations mondiales est passé de 5,9% à 15,2% alors que dans le même temps la part des Américains et Européens n'a fait que baisser**. De plus ils investissent davantage dans la R&D (aux alentours de 3,5 à 4% selon les années), ce qui promet de les rendre encore plus dominant dans le futur.

Cette influence grandissante a poussé certains pays européens à se détourner de la Chine en prononçant par exemple des interdictions d'exportations de semi-conducteurs vers l'Empire du Milieu. **C'est le cas des Pays-Bas, qui ont conclu un accord avec le Japon le 27 janvier 2023²⁵ pour limiter les transferts de technologie vers la Chine**. Une des préoccupations des occidentaux est la possibilité pour la Chine de produire des armes à l'aide de ces technologies. Les Chinois quant à eux dénoncent un protectionnisme occidental.

L'influence économique chinoise a aussi été visible lors de la guerre commerciale avec les Américains qui a eu des conséquences indirectes négatives sur l'Europe²⁶. **Avec la crise sanitaire, elle a fait prendre conscience aux élites européennes de la dépendance à l'égard la Chine**.

²² <https://www.slate.fr/story/230126/flotte-chine-porte-avions-fujian-marine-armement-puissance-militaire>

²³ https://fr.finance.yahoo.com/actualites/fujian-grand-navire-guerre-jamais-213426230.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAJH4OU4seYyY0z7jm_OaPyNVm8boeezLu36u_VVeh6shtZeipbcmN45ZvXzb_uUG55n1R-uRKmcEWqdgB9c-04kp7hIi_sIA1Nwhexgpun5ypDos8bB4HYi-YajDGTP07mHt8QAawtpe3RC2ztQlbaPwhHNTkiM5ZISQmIsDnEQ2

²⁴ <https://www.lejdd.fr/International/la-chine-est-elle-devenue-la-premiere-puissance-economique-mondiale-4108118>

²⁵ <https://www.lexpress.fr/economie/high-tech/etats-unis-pays-bas-japon-ces-pays-qui-limitent-les-exportations-de-semi-conducteurs-vers-la-chine-QUNAKB2WI5FYNGTK6IZW45IWTI/>

²⁶ <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/france-allemagne-quand-la-guerre-commerciale-de-trump-menace-aussi-l-europe-20190727>

D'autant plus que la politique zéro-covid sur l'Europe aurait touché négativement près de trois quarts des entreprises européennes²⁷. Par exemple, la production automobile en Europe et surtout en Allemagne ont clairement souffert de cette politique zéro-covid. **La plus grande dépendance économique vis-à-vis de la Chine et son influence grandissante sur l'économie mondiale fait craindre le pire et sera clairement un des principaux défis de ces prochaines années.**

Plus récemment, **c'est la réouverture brutale de l'économie chinoise avec la fin de la politique zéro covid en décembre qui pose question**²⁸. En effet, il semblerait que rien ne puisse aller contre la volonté affichée de faire de la Chine la première puissance économique du monde avant 1949, date anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine.

La réouverture brutale n'a pas permis à la Chine de renouer avec la croissance. Au contraire, le pays traverse des difficultés économiques qui n'avaient pas été anticipées par le Gouvernement chinois, notamment la déflation. En effet, depuis juillet 2023, l'économie chinoise est en déflation structurelle. Les prix ont diminué de 0,3% en juillet 2023 et, même, ont diminué de 0,8% en janvier 2024. Or, la déflation entraine un ralentissement de la consommation car les consommateurs chinois reportent leur consommation à l'avenir alors même qu'un des piliers de la croissance chinoise post-crise sanitaire ciblés par les autorités chinoises est le marché intérieur. D'autant plus que le pays n'exporte pas autant qu'avant la crise sanitaire. Ainsi, les deux moteurs de la croissance chinoise, le marché intérieur (1) et les exportations (2) sont en panne ce qui explique la croissance modeste prévue par les autorités chinoises. En conséquence, la place de la Chine comme locomotive de la croissance asiatique est remise en cause, surtout d'autres pays dans la zone représentent davantage en termes de et offrent d'avantage d'opportunités aux investisseurs.

²⁷ <https://www.lesechos.fr/monde/chine/chine-la-politique-zero-covid-penalise-les-trois-quarts-des-entreprises-europeennes-1794756>

²⁸ <https://www.capital.fr/economie-politique/apres-la-crise-covid-la-chine-se-reveille-1461827>

Après la fin de sa politique « zéro COVID » en décembre 2022, l'économie chinoise a rencontré plusieurs défis qui ont négativement impacté sa trajectoire de reprise. Malgré l'espoir d'un rebond robuste, la reprise économique a été incohérente et pleine de difficultés :

1- Un problème de confiance des consommateurs et dépenses :

Bien qu'il y ait eu une hausse initiale de la consommation domestique après la levée des restrictions, la confiance globale des consommateurs est restée faible. Cette hésitation à dépenser pourrait être attribuée aux préoccupations continues concernant l'économie et la sécurité de l'emploi, ce qui a étouffé une reprise économique plus dynamique.

2- Des difficultés sectorielles, notamment dans l'immobilier :

Le secteur immobilier, un pilier significatif de l'économie chinoise, a continué de lutter avec des ventes languissantes et une instabilité financière parmi les promoteurs. Ce marasme a eu un impact plus large, freinant l'investissement privé et contribuant à affaiblir la croissance économique.

3- Des pertes de marché sur le commerce international :

L'environnement économique mondial a également posé des défis pour la Chine. Les augmentations des taux d'intérêt dans les grandes économies comme les États-Unis ont réduit la demande mondiale des consommateurs, ce qui à son tour a mené à une réduction significative des exportations chinoises. Cette baisse de la demande externe a aggravé les défis économiques domestiques.

4- Une pression déflationniste depuis juillet 2023 :

La période post crise sanitaire a vu monter des pressions déflationnistes, avec des chutes des prix à la consommation et des prix producteurs reflétant une demande domestique faible. Cet environnement décourage l'investissement et les dépenses, pouvant mener à une spirale déflationniste qui pourrait encore entraver l'activité économique.

5- Des incertitudes géopolitiques et réglementaires :

Les tensions géopolitiques accrues et les sévères mesures de régulation à travers divers secteurs ont perturbé les investisseurs et les entreprises, contribuant à un environnement d'incertitude. Ces facteurs ont dissuadé tant l'investissement domestique qu'étranger, ralentissant davantage la croissance économique.

Globalement, bien que l'économie chinoise ait montré certains signes de reprise, ces gains sont inégaux et font face à des vents contraires importants en raison de la faible confiance des consommateurs, des défis dans le secteur immobilier, de la faible demande internationale pour les exportations, et des incertitudes réglementaires et géopolitiques plus larges. **Tout cela explique pourquoi les entreprises françaises et européennes cherchent à se désengager de la Chine et diversifier leurs investissements.** Ce fut le but affiché du sommet UE-ASEAN de décembre 2022²⁹. Même l'Allemagne, pourtant grande supportrice des investissements chinois en Europe tend à se séparer de son allié chinois³⁰ pour étudier de nouvelles possibilités. Ce désengagement européen et français sera à coup sûr un des défis pour le commerce extérieur français dans le futur, même s'il

²⁹ [UE – ASEAN : un sommet à Bruxelles pour « reconnecter » l'Europe et l'Asie](#), Euractiv via AFP, décembre 2022.

³⁰ [L'Allemagne affûte ses outils pour réduire sa dépendance à la Chine](#), Nathalie Steiwer, Les Echos, septembre 2022.

apparaît difficile de délaisser la Chine après tant d'années de dépendance économique.

Sur le plan monétaire, **la Chine joue également un rôle prépondérant et menace l'économie européenne et notamment la place de l'Euro comme monnaie internationale.** Il faut se rappeler que la question monétaire était au cœur des revendications de Donald Trump et une des causes de la guerre commerciale entre Chine et États-Unis. La Chine a bien souvent été accusée de manipuler sa monnaie pour ainsi déstabiliser le commerce mondial à son avantage.

On peut citer **la récente création du Yuan numérique³¹ qui promet d'avoir un impact certain sur l'économie mondiale puisque la BCE reste incapable de promouvoir un Euro numérique.** La monnaie pourrait à terme devenir une référence pour les transactions numérique et pourrait donner à la Chine un nouveau moyen de contrôle sur l'économie mondiale. Une telle prise de pouvoir ne pourrait voir le jour que d'ici une dizaine d'années, mais elle pose déjà des questions alors qu'il est certain que l'économie tendra à se numériser davantage. Le dollar pourrait perdre sa qualité de monnaie référence dans le monde et par effet de domino c'est l'Euro qui pourrait en souffrir. **Depuis 2023, de nombreuses décisions peuvent inquiéter et la place des Européens dans l'Économie mondiale est remise en question.**

Tout d'abord, **il faut signaler l'importance des pétro-yuans et la mainmise chinoise sur les exportations de pétrole et les économies du Moyen-Orient et plus généralement les producteurs d'hydrocarbures.** Ainsi lors de sa visite à Moscou le 20 mars 2023, Xi Jinping a obtenu des promesses massives d'exportations de gaz et de pétrole russe, le tout en yuan bien évidemment. L'Arabie Saoudite a annoncé vouloir rejoindre l'OCS en tant que pays observateur et a signé d'importants contrats pétroliers avec la Chine (Aramco va même investir plusieurs milliards dans des raffineries

³¹ [Contrôler et conquérir : qu'est-ce que le Yuan numérique ?](#), Hubert de Vauplane, Le Grand Continent, février 2023.

en Chine³²). La Chine et le Brésil se sont mis d'accord pour que dorénavant leurs échanges soient fait en Yuan ou en Reais. Plus proche de nous, TotalEnergies a annoncé une livraison de gaz naturel liquéfié à la Chine en Yuans³³ sans utiliser le dollar ou l'Euro.

Ces développements affecteront négativement le marché du pétrodollar, jusqu'alors monnaie de référence pour les échanges d'hydrocarbures et entraîner la non-pertinence de l'Euro déjà affaibli depuis un certain temps sur les marchés³⁴. Il ne faut pas oublier que des pays comme l'Arabie Saoudite ont utilisé les petro dollars pour leurs échanges depuis les années 1970 et que nous reviendrions donc sur l'organisation monétaire internationale en vigueur depuis les accords de Bretton Woods.

En septembre 2023, **plusieurs pays ont rejoint l'Organisation des BRICS, dont l'institution prend de plus en plus de place dans le concert international.** Ainsi, la domination chinoise sur l'économie mondiale sera certainement un des sujets les plus brulants dans les années à venir. L'Europe ne pourra pas vivre en autarcie. De ce fait, l'influence chinoise se déjà fait ressentir jusqu'en Europe avec les aides accordées par la Chine au Monténégro ou à la Bosnie dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie³⁵. **Cette influence jusqu'en Europe est de plus en plus préoccupante** et appelle à des actions pour la contrer pour garantir les places de l'Europe et de la France comme des économies mondiales majeures.

L'économie chinoise et la faible croissance du PIB, en 2023 avec 5,2% du PIB, mais aussi les mauvaises prévisions pour 2025, constituent les principaux sujets de controverse à Pékin. L'économie chinoise perd lentement de son influence dans l'économie mondiale et les échanges

³² [Saudi Aramco boosts China investment with two refinery deals](#), Florence Tan et Chen Aizhu, Reuters, mars 2023.

³³ [TotalEnergies livre à la Chine du GNL payé en yuans, une première](#), La Tribune, mars 2023.

³⁴ [Das Ende des Petrodollars und die Bedeutungslosigkeit des Euros](#), Thorsten Beckmann, Cash, mai 2022.

³⁵ [Dans les Balkans, l'Union européenne tente de contrer le « soft power » chinois](#), Jean-Baptiste Chastand, Le Monde, juin 2022.

mondiaux. **La situation n'est pas dramatique pour autant, mais elle incite les dirigeants communistes et Xi Jinping à la prudence et à retarder certaines de leurs politiques** et de se montrer plus mitigés et timorés sur certains points (mise en pause de la marche en avant chinoise vers la domination globale).

Depuis le début de l'année 2023, Xi Jinping a entrepris une série de mesures pour **orienter l'économie chinoise vers ce qu'il envisage comme un nouveau modèle de "modernisation à la chinoise"**. Ce modèle se caractérise par une approche plus nuancée de la croissance économique, mettant l'accent sur un développement "de haute qualité" plutôt que sur la croissance rapide qui a défini les décennies précédentes. Ce revirement apparaît comme un pis-aller, **Xi étant obligé de revoir ses ambitions à la baisse et revoir ses objectifs devant la croissance en berne**. Cela explique le rapprochement plus ou moins forcé et le réchauffement de ses relations avec les Occidentaux et notamment avec les Américains, dont ils restent dépendants. L'accent de Xi s'est déplacé vers la résolution des problèmes profonds de l'économie chinoise, tels que la nécessité de réformes technologiques et financières ou encore le rôle accru de l'État dans la direction de l'économie. En d'autres mots, à défaut de forte croissance comme par le passé et devant l'incapacité de connaître la même évolution que Deng, il insiste sur la croissance durable en usant de subterfuges.

Les politiques économiques de Xi Jinping sont de plus en plus liées au concept de sécurité nationale, reflétant une vision stratégique large qui inclut le renforcement du contrôle sur la technologie et la réduction de la dépendance vis-à-vis de la technologie et des technologies étrangères. Le gouvernement chinois met également davantage l'accent sur l'autosuffisance, en particulier dans les secteurs stratégiques tels que la science et la technologie, tout en poussant à des améliorations dans des domaines tels que la productivité totale des facteurs pour contrebalancer les taux de croissance en déclin.

En termes de changements concrets de politique économique, **le Gouvernement de Xi a proposé des réformes visant à surmonter les obstacles institutionnels qui entravent la modernisation économique.** Ces réformes font partie d'un programme plus large visant à renforcer le contrôle de l'État sur l'économie, tout en encourageant encore certaines dynamiques de marché. Cette approche double est évidente dans les efforts du gouvernement pour équilibrer les directives dirigées par l'État avec des mécanismes basés sur le marché pour allouer efficacement les ressources. De plus, il y a un nouvel accent sur la stabilité économique, la gestion des impacts des tensions internationales, et la promotion d'un environnement propice à la confiance des entreprises nationales et étrangères.

Sur le plan extérieur, depuis le début de l'année 2023, **la Chine a cherché à consolider son influence économique mondiale, malgré des défis internes et externes.** Le pays utilise ses vastes réseaux commerciaux, promeut une "modernisation à la chinoise" et navigue à travers les tensions géopolitiques, notamment avec les États-Unis. La domination commerciale de la Chine continue de s'étendre, la nation étant désormais le partenaire commercial principal pour beaucoup plus de pays par rapport aux États-Unis. Ce vaste réseau souligne la position stratégique de la Chine dans le commerce mondial, influençant fortement les dynamiques commerciales en Asie, en Europe de l'Est, en Afrique et en Australie. Seulement, il est à noter que **la Chine est surtout dans une phase de consolidation de ses acquis plutôt qu'en train de poursuivre la marche en avant.**

Le pays se concentre également sur des secteurs clés comme le marché des véhicules électriques, où les entreprises chinoises dominent de plus en plus grâce au contrôle stratégique des matières premières essentielles et à des investissements agressifs dans la technologie et l'infrastructure. Les politiques économiques ont été adaptées pour renforcer la résilience nationale contre les vents contraires économiques provenant des tensions internationales. Cela inclut le renforcement de l'indépendance technologique en réponse aux restrictions étrangères, en particulier des

États-Unis, qui ont ciblé des secteurs tels que les semi-conducteurs et l'IA avec de nouvelles contraintes d'investissement.

Malgré ces plans ambitieux, **la Chine fait face à des pressions économiques internes, telles qu'un marché immobilier en refroidissement, une situation déflationniste et des défis pour maintenir un haut niveau de croissance.**

LA DOMINATION DE LA PLUS GRANDE ZONE DU MONDE : L'INDOPACIFIQUE

Malgré le discours moins belliqueux de Xi Jinping en ce qui concerne la diplomatie et la mise en sourdine de la diplomatie des loups guerriers³⁶, force est de constater qu'il n'en est rien. **La Chine se fait de plus en plus menaçante sur le plan de la géopolitique** notamment avec son activisme dans la zone indopacifique. **Cet activisme pourrait à terme poser un problème à l'Europe et notamment à la France.**

Pour Xi Jinping, l'objectif fixé est clair, **disposer d'une armée de classe mondiale pour 2027 et ainsi pouvoir se donner les moyens de ses ambitions**³⁷. Cette date marquera le centième anniversaire de la fondation de l'Armée Populaire de Libération, qui fut créée pour mener la Guerre Civile contre le Kouo-Min-Tang, anniversaire hautement symbolique. L'invasion de l'île de Taiwan est bien évidemment une possibilité, même s'il semble assez prématuré d'aborder la chose. Pour autant, **il est certain que l'influence chinoise est croissante dans la région indopacifique, qui concentrera bientôt 60% du PIB mondial.**

³⁶ [La Chine troque sa diplomatie des « loups guerriers » pour une « diplomatie du sourire »](#), Dorian Malovic, La Croix, janvier 2023.

³⁷ [China's President Xi has ordered his military to be ready to invade Taiwan by 2027, warns CIA director William Burns](#), Reuters, février 2023.

Une victoire géopolitique majeure en Birmanie :

Tout d'abord, il faut parler de la Mer de Chine méridionale dans laquelle la présence de la Chine et de l'armée chinoise se fait de plus en plus pressante. Il y a bien évidemment **le détroit de Taiwan, théâtre de tirs de missiles et de survols réguliers ces derniers mois**. On peut aussi parler des îles Paracels revendiquées par la Chine, Taiwan et le Vietnam, mais aussi des îles Spratleys revendiquées par la Chine, Taiwan, le Vietnam, Brunei, les Philippines et la Malaisie. Ces îles cristallisent les tensions dans la zone et sont le théâtre de revendications de tous les pays, si bien que ces îlots sont renforcés et des îles artificielles sont créées pour appuyer les revendications territoriales de chacun ainsi qu'avec une présence militaire renforcée. Ainsi la Chine a créé la grande muraille de sable en 2013 sur les Spratleys avec plusieurs îlots artificiels s'étendant sur près de 14 mètres carrés.

Ces **revendications territoriales sont motivées par 3 principales causes**. Tout d'abord les **ressources halieutiques qui sont importantes dans la zone**, c'est d'ailleurs l'explication donnée par le gouvernement chinois quand on l'interroge sur les raisons de cette appropriation (ce seraient des îles qui ont historiquement servi de refuge aux pêcheurs chinois et il n'y aurait aucune présence militaire dans la zone). La deuxième raison possible est **la forte concentration en hydrocarbures dans la zone, avec du gaz et du pétrole**. La dernière raison, et la plus probable pour beaucoup d'experts, est **le contrôle d'une des principales routes maritimes du monde**. Si la Chine venait à contrôler totalement la zone, c'est un tiers du commerce mondial qu'elle contrôlerait ce qui pourrait inquiéter à l'avenir.

Dans le Pacifique Sud, la Chine avance ses pions et affirme son influence. **Après un accord sécuritaire signé avec les îles Salomon, la Chine tente de se rapprocher et contrôler d'avantages de pays**³⁸. Par exemple, le nickel de Nouvelle Calédonie attise les convoitises chinoises et

³⁸ [Pacifique Sud : pourquoi la Chine inquiète, en quatre questions](#), Anna Lippert, Les Echos, juin 2022.

les pousse à soutenir les mouvements indépendantistes³⁹. En général, la Chine cherche à étendre son influence sur le Pacifique Sud⁴⁰ ce qui pourrait à terme être une menace pour le commerce international et les Européens.

En Birmanie, la Chine abat également ses cartes alors que le pays est d'une importance capitale dans son projet de Nouvelles Routes de la Soie⁴¹. Nous parlons d'un accès à des ports et des prérogatives données. C'est une des raisons pour lesquelles la Chine n'a pas fait entendre sa voix quand Aung San Suu Kyi a été renversée, de peur de perdre ses avantages. **La guerre civile en Birmanie est à la fois caractéristique de la politique diplomatique actuelle de la Chine dans la région.** Cet événement, peu abordé en Occident, n'en reste pas moins important et devrait être plus couvert car il montre bien les faiblesses actuelles de la Chine. L'approche de la Chine envers la guerre civile en Birmanie est multifacette et stratégiquement calculée, reflétant ses ambitions diplomatiques plus larges et ses intérêts régionaux. Initialement, la réaction de la Chine au coup d'État militaire en Birmanie en février 2021 était notablement modérée, le qualifiant simplement de "remaniement ministériel majeur". Cette réponse souligne la priorité de la Chine de maintenir une relation stable avec la Birmanie indépendamment du paysage politique interne, en raison d'intérêts économiques et stratégiques significatifs.

Tout au long du conflit, **la Chine a interagi avec diverses factions en Birmanie, indiquant une stratégie d'équilibrage visant à sécuriser ses intérêts quelles que soient les dynamiques de pouvoir internes.** Cela inclut le soutien à la junte militaire par des ventes d'armes dépassant 250 millions de dollars et la participation à des exercices militaires conjoints, tout en maintenant des liens avec les milices ethniques, en particulier celles dans les régions proches de la frontière chinoise. L'implication de milices liées à la Chine, comme l'Alliance des Trois Frères, dans des offensives majeures

³⁹ [Le statut de la Nouvelle-Calédonie, un enjeu pour la Chine](#), Richard Arzt, Slate, décembre 2021,

⁴⁰ [La Chine va renforcer son influence dans le Pacifique Sud](#), Armelle Bohineust, Le Figaro, mai 2022.

⁴¹ [Xi Jinping en Birmanie, pays-clé des nouvelles routes de la soie](#), Le Point, AFP, janvier 2020.

contre l'armée de Birmanie souligne le rôle complexe de la Chine. Ces milices, bien qu'elles ne soient pas des mandataires directs de la Chine, bénéficient du soutien chinois, compliquant la situation. Le soutien intermittent de la Chine à ces groupes semble motivé par des préoccupations de sécurité immédiates concernant le crime transfrontalier et les troubles, comme la prolifération d'opérations d'escroquerie en ligne affectant négativement les ressortissants chinois.

La stratégie de la Chine inclut également des investissements économiques significatifs, notamment à travers le Corridor économique Chine-Myanmar, partie intégrante de la plus vaste initiative des "Nouvelles Routes de la Soie". Ces investissements visent à améliorer l'accès de la Chine à l'océan Indien et à réduire sa dépendance vis-à-vis du détroit stratégique de Malacca, indiquant une planification stratégique à long terme au-delà des fluctuations géopolitiques immédiates. Diplomatiquement, **la Chine a montré sa capacité à influencer les cessez-le-feu et les négociations, bien que son influence soit nuancée et non absolue.** Le cessez-le-feu négocié par la Chine dans le nord de la Birmanie en janvier 2024, tout en démontrant son levier diplomatique, sert principalement à protéger ses intérêts frontaliers plutôt qu'à résoudre le conflit plus large.

En conclusion, la politique de la Chine en Birmanie est indicative de sa stratégie diplomatique mondiale, caractérisée par une approche pragmatique qui cherche à équilibrer ses intérêts économiques, ses préoccupations de sécurité régionale et ses relations diplomatiques internationales. La Chine soutient largement la junte mais interagit également avec des groupes opposés pour s'assurer qu'elle peut s'adapter à tout changement potentiel de pouvoir, maintenant son influence au Myanmar malgré l'instabilité continue.

Des relations difficiles avec une partie de son voisinage :

Les relations avec l'Inde ont toujours été tendues avec notamment des revendications territoriales. Le Pakistan enfin est une place forte des Nouvelles Routes de la Soie avec le port de Gwadar par exemple⁴². La récente instabilité au Pakistan, notamment avec les tensions entre Pakistan et Iran, deux pays dont la Chine s'était rapprochée dans les derniers mois, ne conviennent pas à la Chine qui pourrait voir des années de travail réduits en cendres. L'Inde par la même occasion, qui n'a jamais vu d'un très bon œil cet essor chinois, tente de contrer l'influence chinoise. **Cette poussée chinoise dans la zone peut inquiéter et les Européens devraient trouver un moyen de contrer cette influence sous peine de se voir déclassés.** Cette montée en force a poussé Londres, Cambera et Washington à s'unir pour contrer l'armée chinoise dans la zone. C'est pour cela que les Occidentaux multiplient les aides et investissements dans la zone pour tenter de contrer l'influence chinoise sans pour autant y parvenir.

Depuis le début de 2023, **la Chine continue d'affirmer son ambition de renforcer son influence dans la région indopacifique, malgré les défis internationaux et les tensions, notamment avec les États-Unis.** La stratégie diplomatique de Xi, illustrée par diverses rencontres et dialogues de haut niveau, dont un sommet notable avec le président américain Joe Biden en novembre 2023, en marge du sommet de l'ASEAN à San Francisco, souligne l'engagement de la Chine pour une présence robuste dans cette zone stratégiquement cruciale.

Lors de ces échanges, Xi Jinping a articulé une vision de coexistence pacifique et de compétition avec les grandes puissances, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance de gérer les dynamiques compétitives pour éviter les conflits. Cela comprend les efforts pour reprendre la communication militaire de haut niveau entre les États-Unis et la Chine, qui avait été précédemment suspendue en raison de tensions sur

⁴² [La Chine trace sa route \(de la soie\) au Pakistan](#), Emmanuel Derville, Le Point, août 2018.

des questions telles que Taïwan et les activités militaires dans la mer de Chine méridionale. La position de la Chine sur Taïwan reste une question particulièrement sensible, Xi réitérant l'objectif de longue date de la nation pour la réunification, et la présentant comme un résultat inévitable, tout en soulignant qu'il s'agit d'une question cruciale et sensible dans les relations sino-américaines. Cette position a conduit à une augmentation de la posture militaire dans la région, reflétant la priorité stratégique de Pékin pour affirmer son influence et répondre à ce qu'elle perçoit comme des provocations ou des défis à ses revendications territoriales.

Avec la victoire de William Lei lors de l'élection présidentielle de janvier, on pouvait s'attendre à une escalade fatale, mais il n'en fut rien.

La Chine a augmenté durant quelques jours sa présence militaire dans le détroit, comme s'ils se sentaient obligés d'agir de la sorte, mais les choses sont revenues à la normale. Une normalité certes très tendue avec une militarisation extrême du détroit et un sentiment que d'un moment à l'autre les choses pourraient s'envenimer, mais pas de guerre ouverte ou même de crise, dont la dernière date de 1996. La Chine semble être consciente de son incapacité actuelle d'agir et ainsi joue la montre, avec une présence militaire grandissante, sachant que le temps joue en sa faveur.

Dans un sens plus large, l'engagement de la Chine dans l'indopacifique revêt non seulement des aspects militaires et de sécurité mais aussi des efforts diplomatiques significatifs pour renforcer les liens avec d'autres nations de la région. Cela fait partie d'une plus grande initiative visant à positionner la Chine comme un acteur central dans la gouvernance régionale et les initiatives économiques.

Globalement, alors que l'administration de Xi Jinping continue de naviguer dans des eaux internationales complexes, **ses manœuvres diplomatiques en 2023 indiquent une intention claire de renforcer le rôle de la Chine en tant que puissance dominante dans l'indopacifique**, équilibrant la compétition avec des efforts pour éviter un conflit direct, notamment avec les États-Unis.

En définitive, **nous devons reprendre la main plutôt que de subir l'influence chinoise dans la zone indopacifique.** La rivalité sino-américaine a tendance à monopoliser l'attention dans la zone. La France a développé une stratégie pour l'indopacifique mais celle-ci semble manquer de vision à la différence de **la politique du Global Britain entamée par Boris Johnson.** Il ne faut pas oublier que nous n'avons pas d'amis dans cette zone, plutôt des intérêts stratégiques qu'il faut défendre sous peine de se faire dépasser par la Chine. L'enjeu pour les Européens et encore plus pour la France est de se montrer comme un élément indispensable du développement de cette zone alors que la Chine a énormément d'avance sur ce point. Ainsi, face aux deux blocs américains et chinois, la France et l'Europe peuvent être des partenaires commerciaux moins encombrants qui n'imposeraient pas à ces pays de choisir l'un des deux camps.

La France se distingue des autres pays européens car elle a des intérêts souverains et stratégiques dans la zone. On a parlé de la Nouvelle-Calédonie, mais on aurait pu rajouter la Réunion, Mayotte, les Îles Australes ou Wallis et Futuna. Autant de territoires qui pourraient attiser la convoitise des Chinois vu leur importance stratégique qui confère à la France la deuxième ZEE au monde (plus de 90% de la ZEE française se trouve en Indopacifique). La France est un des pays les plus actifs du monde occidental dans la zone, un ambassadeur pour la zone a même été nommé en 2020.

L'un des principaux défis dans la zone est d'interpeller la Chine et lui montrer que nous existons sans être pour autant dans la confrontation. En effet, les rapports de force sont tels que nous ne pourrions pas faire le poids face au mastodonte chinois (et les Américains jouent mieux ce rôle que nous). Il faut répondre aux attentes et aspirations des pays de la zone, ceux qui pourraient être attirés par la Chine par intérêt alors que les autres les délaissent. Ces pays qui voudraient sortir du choix binaire Chine-États-Unis.

Le défi est véritablement de communiquer sur la différence d'approche entre les deux grands et la France. Il s'agit ainsi de démontrer que la France est capable de promouvoir et d'apporter une troisième voie telle une puissance d'équilibre, soit revenir à une politique d'inspiration gaullienne. Il faut également remettre en cause et combattre l'expansionnisme chinois dans la zone, en entretenant par exemple nos capacités de projection mais aussi en maintenant et créant des partenariats stratégiques. Devant l'expansion chinoise, **la relation avec l'Inde est très importante, car elle permet de contrebalancer l'influence de l'Empire du Milieu** en se liant avec une grande puissance régionale. Une vision stratégique commune pour l'Océan Indien fut adoptée en 2018, la présence militaire française en Inde s'accroît⁴³. De plus, la coopération s'accroît entre les deux pays, comme en atteste les livraisons de sous-marins ou de rafales.

Pour autant, l'Europe peut souffrir d'un manque de crédibilité dans la zone et on peut difficilement différencier nos intérêts de ceux des Américains. En réalité il est difficile de se positionner face à cet allié de taille, presque autant que par rapport à la Chine. Toutefois, **le succès de la France dans la zone passera forcément par la réussite européenne**, mais il y a clairement un manque de réalisations européennes concrètes ici. En effet, la politique de Global Gateway qui devait à terme rivaliser avec les Nouvelles Routes de la Soie peine à convaincre et n'a encore abouti sur aucun projet d'envergure alors que près de 300 milliards d'euros lui sont alloués.

La France doit pouvoir profiter de cette période de mou chinoise pour jouer sa carte, alors que Xi cherche désespérément à normaliser ses relations avec l'Occident.

⁴³ [Les bases françaises dans l'Océan Indien, nouveau pilier de la stratégie indienne ?](#), Pierre-Olivier Beyrand, Portail de l'Intelligence économique, mars 2018.

UNE PUISSANCE DIPLOMATIQUE EN DEVENIR

Les efforts de la Chine pour se positionner en tant que superpuissance diplomatique mondiale sont diversifiés et complexes, impliquant des relations stratégiques avec différentes régions du monde, une participation directe dans des enjeux géopolitiques critiques et des tentatives de remodeler les normes et les systèmes internationaux.

Diplomatie du Sud Global et traditions diplomatiques :

La stratégie diplomatique de la Chine met en avant son engagement envers le Sud Global - les pays en développement ou nouvellement industrialisés d'Afrique, d'Amérique Latine et de certaines parties de l'Asie. **Cette approche ne concerne pas seulement les investissements économiques mais aussi la sécurisation d'allégeances politiques et d'influence dans des forums internationaux tels que les Nations Unies.** Par exemple, l'engagement constant de la Chine en Afrique et sa politique de non-ingérence dans les affaires internes plaisent à de nombreux pays de ces régions, permettant à la Chine de construire des alliances qu'elle peut utiliser dans les forums mondiaux.

Relations stratégiques globales :

Les relations de la Chine avec d'autres grandes puissances sont cruciales pour sa stratégie diplomatique. **Ses engagements avec les pays européens incluent des partenariats économiques et des échanges technologiques, tandis que sa relation avec la Russie est plus orientée politiquement,** souvent alignée sur des questions de sécurité pour contrer l'influence américaine. Cependant, la relation de la Chine avec les États-Unis est la plus déterminante, Pékin se positionnant souvent comme un contrepoids à Washington en plaidant pour la multipolarité et en critiquant l'ordre mondial dirigé par les Américains.

Conflits Régionaux hors Asie :

Au Moyen-Orient, **la Chine se promeut comme médiatrice, comme dans son rôle facilitant les discussions entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.** Elle utilise ces engagements diplomatiques pour renforcer sa position en tant que courtier de la paix, s'alignant avec sa stratégie plus large offrant une alternative à l'hégémonie occidentale dans les relations internationales. Cependant, les actions diplomatiques de la Chine ne sont pas toujours perçues comme neutres ou bénéfiques par toutes les parties concernées. **Dans des instances comme le conflit Israël-Hamas, la position de la Chine est vue comme partielle, ce qui pourrait affecter sa crédibilité en tant que médiateur neutre.** De même, en Asie, la position agressive de la Chine en mer de Chine méridionale et sa diplomatie "loup-guerrier" ont soulevé des préoccupations concernant son adhésion aux normes et lois internationales.

La Chine a maintenu une position d'ambiguïté stratégique concernant la guerre en Ukraine. Elle ne soutient ni explicitement les actions militaires de la Russie, ni ne les condamne ouvertement. Cette posture est indicative de l'approche plus large de la politique étrangère chinoise, qui cherche souvent à équilibrer ses intérêts géopolitiques sans devenir trop impliquée dans des conflits qui n'impactent pas directement sa sécurité nationale ou ses intérêts économiques. **La Chine entretient des relations économiques significatives avec la Russie, l'Ukraine, ainsi qu'avec les nations occidentales.** Le maintien de ces relations est crucial pour la stratégie économique de la Chine, notamment en termes d'importations énergétiques en provenance de Russie et de relations commerciales avec les pays européens. La position de la Chine sur la guerre en Ukraine est probablement influencée par ces impératifs économiques, cherchant à éviter de mettre en péril ses intérêts économiques.

La Chine a appelé à une résolution pacifique du conflit et a occasionnellement offert sa médiation, reflétant son désir d'être perçue comme un acteur mondial responsable. Ce fut notamment le cas quand elle a offert **un plan en 10 points** pour mettre un terme à la crise ukrainienne.

Cependant, ses offres de médiation n'ont généralement pas mené à un engagement substantiel ou à une résolution, ce qui pourrait suggérer des limites à l'influence de la Chine ou à son engagement réel dans la médiation de ce conflit particulier.

Dans les forums internationaux, la Chine a souvent évité de prendre une position ferme. Elle s'est abstenue lors de plusieurs votes clés aux Nations Unies condamnant les actions de la Russie, soulignant son approche diplomatique prudente qui évite d'aliéner la Russie, un partenaire stratégique clé. La Chine a critiqué l'expansion de l'OTAN et ce qu'elle perçoit comme des actions provocatrices des pays occidentaux en Europe de l'Est. Cette critique s'aligne sur les récits russes selon lesquels l'expansion vers l'est de l'OTAN est un provocateur dans la région, offrant ainsi un soutien indirect à la position russe sans un soutien ouvert à l'invasion.

La guerre en Ukraine est vue par la Chine à travers le prisme de son plaidoyer pour un ordre mondial multipolaire. La Chine utilise la situation pour argumenter contre ce qu'elle considère comme l'hégémonie américaine et pour promouvoir sa vision d'une structure de pouvoir mondiale plus diversifiée.

Diplomatie économique et Nouvelles Routes de la Soie :

L'initiative des Nouvelles Routes de la Soie est une pierre angulaire de la diplomatie économique de la Chine, visant à renforcer son influence à travers le développement d'infrastructures et des investissements économiques à travers l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Alors que l'initiative renforce les liens économiques, elle sert également d'outil pour la Chine afin d'étendre son influence politique en créant des dépendances économiques.

La Chine a connu certains succès dans ses efforts diplomatiques, tels que l'influence gagnée dans les organisations internationales et sa position de leader parmi les nations en développement. Cependant, elle fait face à d'importants défis, y compris le scepticisme quant à ses intentions et la

durabilité de ses promesses économiques, telles que celles faites sous les Nouvelles Routes de la Soie

Seulement, plusieurs questions sont centrales dans la quête de la Chine pour un pouvoir diplomatique mondial :

- Les **revendications territoriales en Mer de Chine Méridionale** de la Chine et son renforcement militaire continuent de provoquer des frictions avec les pays voisins et les États-Unis.
- Les **conflits en cours sur les pratiques commerciales**, les échanges technologiques et les droits de propriété intellectuelle restent une source significative de tensions avec les États-Unis.
- Les **critiques sur le bilan des droits de l'homme de la Chine**, notamment dans des régions comme le Xinjiang et Hong Kong, affectent son image mondiale et ses relations diplomatiques.
- La **gestion de la pandémie par la Chine et sa "diplomatie du masque"** ont eu des résultats mitigés, améliorant les relations avec certains pays tout en attirant des critiques d'autres.

La Chine fournit des efforts concertés pour améliorer son statut de puissance diplomatique mondiale à travers une combinaison d'initiatives économiques, d'alliances stratégiques, et une participation active à la résolution des conflits régionaux. Bien qu'elle ait atteint des succès notables, elle fait également face à des défis substantiels qui testent l'efficacité et la sincérité de ses démarches diplomatiques. L'équilibre que la Chine doit trouver entre avancer ses propres intérêts et contribuer positivement à la gouvernance mondiale influencera significativement son succès à devenir une superpuissance reconnue en diplomatie.

QUEL ROLE POUR LA CHINE DANS LA NOUVELLE ARCHITECTURE MONDIALE ?

LA PREMIERE PUISSANCE ECONOMIQUE OU RIEN

Tout d'abord, nous devons revenir sur le rôle de l'économie dans la stratégie chinoise et sur son importance. Depuis 1978 et l'ouverture décrétée par Deng Xiaoping, la part de la Chine dans les échanges mondiaux n'a fait que grimper. Le PIB chinois a véritablement explosé depuis les années 1990⁴⁴. **En effet, en 1992, la Chine constituait la cinquième économie mondiale en PIB PPA (parité de pouvoir d'achat), aujourd'hui elle est première devant les Etats-Unis.** En ce qui concerne le PIB en dollars, la Chine reste la deuxième puissance économique du monde. **Pour autant son rattrapage ne fait aucun doute et ce n'est plus qu'une question de temps avant que la Chine domine les classements économiques mondiaux.**

Il est certain que la Chine cherchera à dominer l'économie mondiale ostensiblement à l'avenir et ce n'est plus qu'une question de temps avant qu'elle y parvienne. **En 2022 la croissance du PIB chinois a été décevante avec seulement 3%⁴⁵ loin des standards de ces dernières années et des objectifs fixés par le Parti.** Cette baisse est imputable à la politique de zéro-covid qui a fait souffrir l'économie (en plus de la crise de l'immobilier avec la faillite d'Evergrande par exemple) mais cette politique a été abandonnée en décembre 2022 et les Chinois veulent aller de l'avant. **L'objectif de devenir la première puissance économique mondiale devrait être atteint bien avant 2049,** centième anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. C'est l'objectif avoué par le Parti. Sauf catastrophe ou

⁴⁴ [Les grandes puissances économiques au fil du temps](#), Tristan Gaudiaut, Statista, septembre 2021.

⁴⁵ [La croissance chinoise a ralenti en 2022, à cause du Zéro Covid](#), BFM Business, AFP, janvier 2023.

conflit majeur, il semble difficile de voir la Chine échouer à devenir première puissance économique mondiale dans les années à venir. La politique de l'enfant unique promulguée en 1979 semble être un des possibles freins à cette ascension fulgurante⁴⁶, mais les autorités en ont pris conscience et tout est fait pour que le déséquilibre démographique ne soit pas un frein pour la Chine à l'avenir.

En 2023, la croissance chinoise n'a été que de 5,2%, ce qui inquiète Xi alors que ce taux de croissance est l'un des plus faibles en trente ans.

Plusieurs raisons à cela, d'une part, l'essoufflement de l'économie après des années de croissance folle et la confiance des ménages et entreprises qui est en berne et impacte négativement la consommation. À titre d'exemple le taux de chômage des jeunes est très élevé (1 jeune sur 5), mais c'est surtout la situation morose du marché de l'immobilier qui est en cause. L'investissement immobilier et le prix du neuf, qui n'ont fait que grimper en Chine ces dernières années, sont en chute libre. Deuxièmement, les exportations chinoises sont en berne, avec une baisse de la demande intérieure et extérieures surtout (l'année dernière a vu le premier repli depuis 2016). Les tensions avec les occidentaux poussent les entreprises à moins investir en Chine. La déflation est une forte menace, cette déflation qui se vérifie (-0,3% en total sur l'année 2023 en ce qui concerne l'indice CPI) inquiète Xi. En effet, cette baisse des prix constante pousse les Chinois à ne pas investir, ce qui implique une diminution de la production et donc des licenciements et un manque de nouvelles embauches. Le seul point positif ces derniers mois concernant la Chine et sa politique commerciale sont les voitures électriques et la position forte des entreprises chinoises sur ce nouveau marché, mais cela s'accompagne aussi de tensions...

Les vues chinoises sur l'économie mondiale influencent aussi sa politique diplomatique et géopolitique et rien ne peut aller contre l'évidence de voir la Chine dominer le monde pour le Parti. C'est bien pour cela que les Chinois se montrent actifs en mer de Chine méridionale par

⁴⁶ <https://www.lesechos.fr/2013/11/la-chine-amende-la-politique-de-lenfant-unique-346451>

exemple pour se garantir le contrôle sur les flux commerciaux mondiaux. Le rattachement de Taiwan va également dans ce sens car il leur donnerait la mainmise sur le détroit de Taiwan et accentuerait leur contrôle sur l'économie mondiale via les principales routes commerciales.

La Chine est également en train de remporter la course au progrès technologique. La montée en gamme de la production chinoise a permis au pays de briser son image d'usine du monde, à l'image du Japon dans les années 1980. Une grande part des produits électroniques dans le monde sont d'origine chinoise et bon nombre d'entreprises chinoises ont réussi à se faire une place de choix dans les hautes technologies. **Ces entreprises sont connues sous l'acronyme BATX (Baidu, Alibab, Tencent et Xiami)** et fait de l'ombre aux GAFA américain. Il y a également Huawei, de plus en plus présente pour les nouvelles technologies avec par exemple la 5G. L'industrie militaire chinoise devient elle aussi plus qualitative, **pouvant produire sous-marins et porte-avions (le Fujian) et des avions de chasse (l'avion chinois de 5^{ème} génération, le J-20, fut un succès et ainsi les Chinois se préparent à produire un avion chinois de sixième génération) et matériel spatial.**

Mais sur le thème de cette montée en gamme, la question de Taiwan n'est encore une fois jamais bien loin. Ainsi les récentes tensions dans le détroit de Taiwan et le refroidissement des relations entre la RPC et la RDC ont eu un impact négatif sur l'économie chinoise, privée de semi-conducteurs dont Taiwan est l'un des principaux producteurs dans le monde. Ainsi le rattachement de l'île serait vu d'un très bon œil par Pékin qui pourrait ainsi mettre la main sur cette force de production et ainsi asseoir sa domination sur l'économie mondiale. **Les Occidentaux doivent ainsi se préparer à cette prise de pouvoir chinoise et doivent être prêts à la contrer.**

Plan Made in China 2025

"Made in China 2025" (MIC 2025) est un plan stratégique initié par la Chine en mai 2015 pour transformer son secteur manufacturier, passant d'une production axée sur la main-d'œuvre à une industrie technologiquement avancée. Le plan vise à augmenter le contenu domestique dans les matériaux de base à 70 % d'ici 2025 et à favoriser l'indépendance vis-à-vis des fournisseurs de technologies étrangers, notamment dans les industries de haute technologie comme les semi-conducteurs. L'initiative a suscité des inquiétudes à l'échelle mondiale, conduisant à une réduction de la promotion ouverte de MIC 2025 dans les communications officielles depuis 2018, bien que le programme continue avec un investissement gouvernemental chinois significatif. Cela comprend une estimation de 300 milliards de dollars engagés pour atteindre ses objectifs et un supplément de 1,4 trillion de dollars après la COVID-19 pour des initiatives connexes.

Les objectifs clés de MIC 2025 incluent **l'amélioration de la compétitivité de la Chine dans les secteurs de haute technologie tels que l'IA, la 5G, l'aérospatiale et la biotechnologie, dans le but de faire de la Chine un leader dans ces industries.** La politique comprend des mesures telles que des allégements fiscaux pour les entreprises technologiques, une augmentation du financement de la R&D et des incitations aux fusions et acquisitions. Au niveau international, MIC 2025 est perçu comme un mouvement vers l'autosuffisance chinoise, impactant les dynamiques du commerce mondial. L'UE, le Japon et les États-Unis ont exprimé des préoccupations, les États-Unis le considérant comme une menace pour leur leadership technologique, conduisant à une augmentation des tensions commerciales et à des tarifs sur les biens chinois liés aux industries ciblées par MIC 2025. Ainsi, **l'initiative fait partie de l'ambition plus large de la Chine de devenir une puissance manufacturière de premier plan et de réduire sa dépendance vis-à-vis des technologies étrangères,** reflétant ses objectifs stratégiques et la compétition géopolitique avec les États-Unis.

UN MODELE POLITIQUE POUR LE RESTE DE L'HUMANITE

Si l'économie a été un des moteurs de l'ascension chinoise, elle ne contente plus les dirigeants du Parti et principalement Xi Jinping, qui veulent un rayonnement global de la Chine. Tout cela passe entre autres par le modèle politique donc nous avons pu parler longuement précédemment. Il est donc inutile de revenir en détail sur ce point, pourtant un éclairage face aux développements récents semble opportun. En effet avec les récents remous rencontrés en France au sujet de la réforme des retraites ou en Israël avec la réforme du système judiciaire, **le modèle néolibéral occidental de démocratie participative s'essouffle**, ce qui n'est pas de bon augure lorsque l'on sait que notre modèle est en compétition avec le modèle chinois. En France ou en Israël, nous retrouvons les mêmes scènes de violence avec des manifestations et des manifestants se plaignant de la dictature en place.

La Chine se distingue nettement de ce qui leur apparait comme une contestation des fondements des régimes occidentaux. Cela tranche avec la Chine où la remise en cause du régime est absente ou vite camouflée. Un pays non occidental voyant cela serait normalement plus attiré par le modèle chinois, qui lui garantirait un développement économique sans remous politiques ce qui joue en la faveur de la Chine bien évidemment.

Ensuite, il faut signaler que la Chine va tenter coûte que coûte d'agrandir son réseau d'amitiés et participer à l'adoption par un plus grand nombre de son modèle alternatif qui offre d'avantages de garanties que le modèle occidental. Ainsi la Chine est devenue un acteur majeur dans le golfe⁴⁷ et tisse sa toile dans cette région du monde. L'Iran et l'Arabie

⁴⁷ [Relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite : la Chine s'impose comme acteur diplomatique dans le Golfe](#), Isabelle Labeyrie, France Info, mars 2023.

Saoudite se sont par exemple réconciliées à Pékin et ont rétabli leurs relations diplomatiques sous l'égide de la Chine⁴⁸.

En Afrique également, **la Chine va à l'avenir continuer sur sa lancée et tenter de rallier un grand nombre de pays à sa cause**. Elle a ainsi supprimé 98% des droits de douanes pour les exportations venant de certains pays africains⁴⁹ pour voir les Africains se détourner des Occidentaux à l'avenir malgré les tentatives de la France⁵⁰ ou des États-Unis⁵¹.

UN NOUVEAU GARDIEN DE LA PAIX POUR LE MONDE

Lors de la dernière réunion de l'Assemblée nationale Populaire, il a été annoncé que **le budget de l'armée chinoise serait augmenté de 7,2% pour l'année 2024⁵², plus forte hausse depuis 2019 ce qui montre la volonté de la Chine d'accentuer son emprise géopolitique**. Pour Xi Jinping, l'armée chinoise doit être une armée de classe mondiale en 2027, les Américains vont plus loin en affirmant que l'armée a reçu l'ordre d'être prête à envahir Taiwan en 2027⁵³. Si cette éventualité peut paraître prématurée, elle inquiète énormément et montre la croissance et le militarisme chinois.

Il faut signaler que les chiffres annoncés, **près de 250 milliards de dollars de dépenses sont très loin de la réalité**. En effet, nous savons qu'une grande partie des dépenses militaires de la Chine passent sous le radar et sont camouflées, ce qui signifie que leurs dépenses annuelles sont bien plus importantes que ce qu'il semble. Les Chinois sont capables de produire des

⁴⁸ [L'Iran et l'Arabie saoudite se réconcilient à Pékin](#), AFP, Le Temps, mars 2023.

⁴⁹ [La Chine renforce son offensive de charme en Afrique](#), Cristina Krippahl, Die Welt, septembre 2022.

⁵⁰ [Emmanuel Macron en tournée africaine pour éprouver sa "nouvelle relation" avec le continent](#), AFP, France 24, mars 2023.

⁵¹ [Kamala Harris en Afrique: l'offensive américaine pour contrer la Chine et la Russie](#), Alexandra Brangeon, RFI, mars 2023.

⁵² [Chine : à l'Assemblée nationale populaire, Xi Jinping plus puissant que jamais](#), Richard Arzt, Slate, mars 2023.

⁵³ [China's Xi has ordered military to be ready for Taiwan invasion by 2027, CIA Director Burns says](#), Greg Norman, Fox News, Février 2023.

sous-marins, porte-avions et autres armes sophistiquées qui n'ont pas grand-chose à envier aux technologies occidentales. **Une étude récente montre qu'en réalité ce chiffre est plus proche des 700 milliards de dollars, ce qui rapproche dangereusement la Chine des États-Unis**⁵⁴Ainsi, nous nous attendons à un budget militaire encore plus important pour 2025.

En signant des accords avec d'autres pays et surtout en augmentant leur présence militaire dans la zone indopacifique, **les Chinois veulent s'affirmer comme la puissance dominante de la zone.** Nous avons parlé des accords de sécurité avec les Îles Salomon, du démarchage agressif d'autres nations pour éviter qu'elles ne tombent dans l'escarcelle américaine ou l'extrême militarisation des îles de la mer de Chine méridionale, sous couvert de pêche⁵⁵. Des exercices conjoints avec d'autres pays, comme avec l'Afrique du Sud et la Russie dans l'Océan Indien⁵⁶, vont à l'avenir se multiplier et la Chine va ainsi tenter d'étendre son influence et être présente sur d'avantage de théâtres. **Les Nouvelles Routes de la Soie de Xi Jinping sont aussi un élément important de la vision géopolitique chinoise** et à l'avenir cet activisme chinois à l'étranger sera de plus en plus visible.

Enfin, dans les résolutions de crise il y a fort à parier que l'influence chinoise va grandir et s'intensifier à l'avenir. Nous avons abordé l'implication de la Chine dans la reprise de dialogue entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, ce qui va à coup sûr **permettre à la Chine de se donner une image de pacificateur et de facilitateur.** À l'avenir la position chinoise pourrait être d'avantage écoutée et surtout appréciée par ses pays ne se reconnaissant pas dans les États-Unis et leur modèle néolibéral.

De plus la Chine s'est impliquée de manière plus forte dans le processus de résolution pacifique du conflit ukrainien, mais à la différence

⁵⁴ [China's Real Military Budget Is Far Bigger Than It Looks](#), Mackenzie Eaglen, 1945, juin 2023.

⁵⁵ [Mer de Chine : l'État chinois accentue son emprise militaire sur la zone](#), AFP, France Info, juin 2021.

⁵⁶ [Géopolitique : Pourquoi la marine sud-africaine participe-t-elle à des manoeuvres avec la Russie et la Chine ?](#), BBC News Afrique, février 2023.

des Occidentaux ceux-ci sont plus audibles et respectés par les Russes. Une grande partie des pays non occidentaux ont accueilli positivement cet activisme et cette volonté de pacifier le monde et rendre les échanges possibles. À terme, il y a une crainte de voir la Chine devenir le premier activiste mondial pour le maintien de la paix, alors que ce rôle était joué par les Américains depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Cela signifierait une perte d'influence pour les Occidentaux et un rôle encore plus fort joué par la Chine dans le concert des nations.

La France et les Occidentaux devront contrer cette influence. Comme nous l'avons dit précédemment, **une présence accrue de la France dans la région indopacifique est capitale**. D'une part car elle dispose d'intérêts stratégiques dans la zone et d'autres part car elle doit contrer l'influence chinoise dans la zone et se faire le garant d'une troisième voie.

LEADERSHIP MONDIAL : VERS UNE VICTOIRE CHINOISE FACE AUX ÉTATS-UNIS ?

Enfin, s'il y a bien un thème qui cristallise l'attention de la population mondiale concernant la Chine, **c'est bien évidemment le conflit larvé avec les États-Unis.** Certains sont prêt à parler d'une nouvelle Guerre froide pour montrer l'importance de ce conflit, pour autant les choses sont plus complexes que cela et nous avons affaire à un possible conflit qui dépasse celui entre Américains et Soviétiques en termes d'intensité. En effet cette rivalité est systémique et concerne de nombreux sujets, et pas seulement les questions militaires et géopolitiques. L'économie joue un rôle capital dans cette rivalité et l'interdépendance économique et commerciale entre les deux risques de rendre cet affrontement explosif dans les années à venir.

2024 est une année charnière dans cette optique sachant que nous aurons deux élections capitales cette année avec l'élection présidentielle américaine en novembre bien évidemment, mais aussi l'élection présidentielle taiwanaise qui a eu lieu en janvier. Aux États-Unis si les Républicains venaient à l'importer, il y a fort à parier que la rhétorique vis-à-vis de la Chine pourrait évoluer et que les tensions pourraient encore monter d'un cran. A Taiwan, la Présidente en place, Tsai Ing-Wen ne pourra se représenter et si son Parti Démocrate Progressif habituellement opposé à tout rapprochement avec Pékin tenait à choisir un candidat plus extrême que l'actuelle Présidente, alors nous irions au-devant de grands problèmes.

L'ingérence chinoise à la suite de ces élections pourrait jouer un rôle capital et précipiter l'éclatement d'un conflit pour contrer le candidat démocrate élu. Ces derniers mois on a vu une reprise des tensions entre les deux nations, avec notamment l'affaire du ballon chinois abattu par l'armée américaine. Cet évènement a été la goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà plein. Pour autant, il semblerait qu'aucune partie n'a intérêt à la guerre et à un conflit ouvert qui pourrait modifier les équilibres et la phase du monde. Il faut se souvenir que la dernière guerre menée par la Chine est la guerre du Vietnam en 1979 qui s'est soldée par un échec pour la Chine.

Cet épisode terrible en fait sûrement réfléchir plus d'un à Pékin et un conflit avec les États-Unis dans un futur proche ne peut les tenter. **En effet, même si l'armée doit se tenir prête pour une invasion de Taiwan en 2027, rien ne laisse penser qu'elle sera effectivement capable d'envahir rapidement l'île et de mener une guerre de haute intensité.** En cas d'invasion les États-Unis défendront l'île comme ils l'ont annoncé par le passé, ce qui rend improbable une victoire rapide de la Chine. La tendance est plutôt à la patience du côté de Pékin et surtout l'attente d'une erreur américaine.

Pour les États-Unis, le constat peut s'avérer similaire. Car même s'ils disposent du plus grand budget militaire au monde et que le budget 2023 sera le plus important en temps de paix, **rien ne laisse présager qu'ils soient prêts à mener une guerre de haute intensité.** Depuis la Guerre du Vietnam, l'armée américaine ne semble pas avoir appris de ces erreurs ce qui n'augure rien de bon pour le futur. La grande majorité de la flotte américaine est postée dans la zone indopacifique, ce qui est une autre preuve de l'importance de cette zone pour l'armée américaine et des tensions grandissantes dans la zone. Les Américains ont multiplié les accords et promesses d'aides avec d'autres pays dans la région pour contrer l'influence chinoise, mais est-ce que ce sera suffisant...

Il semble évident **qu'une prise de pouvoir de la Chine au niveau mondial passera par une victoire sur les Américains**, sorte de passage de flambeau entre l'ancienne et la nouvelle première puissance mondiale. Les deux camps en sont conscients et se préparent à cette éventualité, mais encore une fois ce conflit est total et touche de nombreuses dimensions ce qui rend tout cela complexe. Mais il semble évident que pour arriver au sommet la Chine devra « tuer » l'ancien champion et se construire sur ses cendres. Mais bien malin est celui qui pourra nous dire quand les tensions entre les deux vont s'intensifier et si une guerre va éclater entre les deux...

Ce qui est certain, c'est que les Occidentaux et la France doivent se préparer à faire face à ce conflit. Il est important de se séparer des deux grands pour faire exister sa propre voie et servir ses propres intérêts qui ne

sont ni les mêmes que les Américains, qui veulent conserver le leadership mondial, ni les mêmes que ceux des Chinois qui veulent restaurer la grandeur perdue de l'Empire du Milieu. Exister c'est aussi nouer des liens privilégiés dans la région car certains ne voudront pas jouer le jeu de l'affrontement de blocs comme à la glorieuse époque de la Guerre froide.

LES ENJEUX DE LA VISITE HISTORIQUE DE XI JINPING

Le président chinois Xi Jinping effectue une visite d'État en France les 6 et 7 mai, sa première en Europe en cinq ans, dans un contexte de relations tendues entre la Chine et l'UE. Ces tensions résultent du soutien présumé de la Chine à la Russie dans le conflit ukrainien et des enquêtes de la Commission européenne sur les subventions chinoises dans le secteur des véhicules électriques.

Au cours de cette visite, décrite comme "très politique", **la France vise à attirer davantage d'investissements chinois**, notamment dans l'industrie automobile, tout en poussant pour des pratiques commerciales plus équitables et une plus grande réciprocité. Emmanuel Macron a constamment cherché à améliorer l'accès des entreprises françaises au marché chinois, d'autant plus que les relations entre Pékin et Berlin, qui fut longtemps son interlocuteur privilégié sur le vieux continent, ne sont pas au beau fixe.

La France fait face à un déficit commercial important avec la Chine, qui a augmenté. **En 2022, les importations françaises en provenance de Chine ont augmenté de 20 % par rapport à l'année précédente, entraînant un déficit commercial de plus de 53 milliards d'euros.** Malgré une baisse des investissements directs étrangers chinois en Europe, la France a reçu 1,3 milliard d'euros en 2022, principalement dans le secteur automobile.

Le Gouvernement français poursuit un programme intensif pour dérisquer sa situation globale et réduire les dépendances envers la Chine, notamment dans les technologies critiques et innovantes telles que les technologies vertes, l'IA et les superordinateurs. En même temps, la France est désireuse de continuer à attirer les investissements chinois pour améliorer ses propres capacités technologiques et innovantes.

La visite est également significative car elle offre à Macron et à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen l'occasion de définir leur position vis-à-vis de Pékin au milieu de changements mondiaux, y compris des changements potentiels dans la présidence américaine et le risque d'une guerre commerciale.

Dans l'ensemble, la France et Emmanuel Macron doivent trouver un équilibre entre le besoin de liens économiques avec la Chine et la nécessité d'autonomie stratégique et de sécurité économique, reflétant une perspective européenne plus large de la Chine comme partenaire, concurrent et rival.

UN PARTENARIAT ECONOMIQUE EN VOIE DE REEQUILIBRAGE OU LA FRANCE EST NAÏVE ?

Sur le plan économique la visite de Xi Jinping est l'occasion de revenir sur la coopération économique entre les deux nations et de faire le point sur les avancées pour donner suite à la visite d'Emmanuel Macron en avril 2023. Par exemple, les deux pays ont participé à diverses initiatives visant à renforcer leurs liens économiques, notamment des dialogues de haut niveau, des accords bilatéraux et des coentreprises tels que sur la ligne d'assemblage A320 à Tianjin.

Cette visite s'inscrit dans un contexte où les chiffres commerciaux français sont dans le rouge. En effet, le commerce total entre la France et la Chine s'est élevé à environ 69,9 milliards d'euros en 2022. Or, les exportations françaises vers la Chine ne se sont élevées qu'à environ 22,3 milliards d'euros. Les exportations chinoises vers la France étaient d'environ 47,6 milliards d'euros. Par conséquent, **le déficit commercial pour la France s'élève à environ 25,3 milliards d'euros, soit près de trois fois le budget de la Justice.** Globalement, le commerce entre la France et la Chine a montré une tendance positive au fil des ans, avec une augmentation régulière du volume des échanges bilatéraux. Bien que les exportations françaises vers la Chine augmentent, le déficit commercial reste un défi pour la France, soulignant

la nécessité de poursuivre les efforts pour promouvoir des relations commerciales équilibrées.

La visite portera sur quelques secteurs stratégiques pour les deux pays, à savoir :

Agriculture :

Les **exportations agricoles françaises vers la Chine augmentent régulièrement, atteignant environ 1,5 milliard d'euros en 2022**. Les principales exportations agricoles comprennent le vin, les produits laitiers et le porc. La demande chinoise de produits agricoles de haute qualité a stimulé la croissance de ce secteur. Les efforts français pour se conformer aux normes réglementaires chinoises ont facilité l'accès au marché et son expansion. Cela pourrait donner l'occasion à Emmanuel Macron de défendre sa vision de l'agriculture exportatrice et donc respectant les règles du commerce international qui ont été vilipendées au niveau national suite à la crise des agriculteurs.

Luxe et cosmétiques :

Il s'agit d'un point fort du commerce français, avec des exportations vers la Chine totalisant environ 6,8 milliards d'euros en 2022. Les consommateurs chinois ont une forte appétence pour les produits de luxe français, y compris la mode, les accessoires et les parfums. Les plateformes de commerce électronique et les boutiques de luxe dans les grandes villes chinoises ont contribué à la croissance de ce secteur. L'augmentation des revenus de la classe moyenne et l'évolution des préférences des consommateurs en Chine ont stimulé la demande de produits de luxe français.

Industrie lourde :

Les exportations françaises d'industrie lourde vers la Chine, notamment les machines, l'équipement et les produits aérospatiaux, se sont élevées à environ 3,7 milliards d'euros en 2022. L'industrialisation rapide de la Chine et le développement des infrastructures ont créé des opportunités pour les fabricants français d'industrie lourde. La collaboration dans des domaines tels que l'énergie renouvelable, les transports et la construction a stimulé la croissance de ce secteur. Les transferts de technologie et les coentreprises ont facilité l'accès des entreprises françaises au marché chinois.

LA GUERRE EN UKRAINE ET L'AXE PÉKIN-MOSCOU

Il faut rappeler que lors de la visite d'Emmanuel Macron, Ursula Van der Leyen était présente. Cette dernière a prononcé le 30 mars 2023⁵⁷, ferme à l'égard de Pékin, elle tient ainsi une position beaucoup plus dure contre le régime chinois en affirmant que « l'objectif clair du Parti communiste chinois est un changement systémique de l'ordre international avec la Chine en son centre ». De plus, elle critique cette vision de l'ordre international en insistant sur les relations entre Xi Jinping et Vladimir Poutine. Elle semble ainsi dresser une ligne rouge pour les institutions européennes qui serait le soutien actif de la Chine à l'égard de la Russie dans la guerre en Ukraine.

Emmanuel Macron doit de son côté trouver un subtil équilibre entre les positions affichées par Ursula Von der Leyen et maintenir une coopération avec la Chine. Ainsi, la position de la présidente de la Commission européenne relève plusieurs avantages : la fin de la naïveté européenne à l'égard des ambitions chinoises (1), pratiquer de fait un certain protectionnisme à l'égard de la Chine (2), dresser une ligne rouge pour limiter le soutien de la Chine à l'égard de la Russie (3), peut permettre de poser les fondements d'une Europe souveraine et indépendante (4). Seulement, pour que la France profite pleinement de ces points, il est

⁵⁷ [Speech by President von der Leyen on EU-China relations to the Mercator Institute for China Studies and the European Policy Centre](#), Commission de l'Union européenne, mars 2023.

nécessaire de jouer finement sur le plan diplomatique. Ainsi, on peut tirer profit de cette position pour fermer le marché européen sur certains secteurs vis-à-vis de la Chine (secteurs stratégiques comme les télécommunications ou secteurs d'avenir pour la France comme l'industrie verte par exemple). De plus, le souhait de la Chine de ne pas voir le marché européen se refermer nous offre un levier de négociation soit pour décourager la Chine de soutenir plus activement son allié russe soit pour les inciter à adopter un rôle plus actif pour encourager une paix ou un cessez-le-feu. Enfin, le quatrième point est primordial pour notre avenir puisqu'il peut poser les bases d'une Europe jouant un rôle stratégique. Cependant, cela nécessite que cette position européenne ne soit pas uniquement adoptée pour des raisons conjoncturelles en raison de la récente visite de Xi Jinping à Vladimir Poutine. De plus, cette position diplomatique ne doit pas conduire les européens à s'aligner sur les positions américaines qui souhaitent isoler la Chine dans leur course pour le leadership mondial.

EVITER UNE GUERRE REGIONALE AU PROCHE-ORIENT

Le Moyen-Orient fait face à un regain des tensions après les attentats terroristes du Hamas du 7 octobre et le risque d'escalades entre l'Iran et l'Israël rappelé lors des attaques de drones conduites par l'Iran le 15 avril dernier. La visite du président Xi Jinping sera donc l'occasion de faire un point d'étape entre la vision française et chinoise sur la résolution du conflit. Il est à noter que **la République populaire de Chine est la puissance permanente du Conseil de sécurité de l'ONU qui jouit de la meilleure image au Moyen-Orient.**

Cette bonne image repose sur l'évolution de sa position historique au gré des années puisque la position chinoise sur le conflit israélo-arabe, puis israélo-palestinien s'est progressivement équilibrée après la fin de la Guerre froide. En effet, la position historique de la République populaire de Chine lors de la Guerre froide était plutôt favorable aux puissances arabes. Cela s'explique par deux dynamiques historiques. D'une part, **la Chine dispose de relations politiques et économiques avec les pays arabes depuis la Guerre froide.** Plusieurs pays arabes ont reconnu dans les années 1950 la Chine populaire de Mao comme l'Egypte de Nasser ou encore les pays du Maghreb avant le monde occidental. D'autre part,

Israël pourtant pays issu de la décolonisation a vu ses relations diplomatiques avec les pays adeptes de la « Troisième voie » se dégrader à partir de la première guerre israélo-arabe. En effet, jugée trop proche du camp de l'Ouest car dépendante de l'Occident pour assurer sa sécurité dans une région hostile, **le pays n'est pas convié à la Conférence de Bandung d'avril 1955 lançant le mouvement des « non-alignés »**. De plus, à partir de la crise du canal de Suez d'octobre 1956, l'Etat hébreux est perçu comme une puissance néocoloniale par le mouvement des « non-alignés ».

Si cette vision préside les relations entre la Chine et les pays du Moyen-Orient, trois mutations au cours des années 1980-1990 modifient la donne et donc la position de la Chine sur Israël-Palestine.

Tout d'abord, la guerre du Kippour acte la défaite des pays arabes en 1973, notamment de l'Egypte et de la Syrie. Il ne leur sera jamais possible par la force militaire d'éradiquer Israël et de faire émerger par la force un Etat palestinien. De ce fait, **le conflit israélo-arabe évolue vers un conflit israélo-palestinien puisque les pays arabes sont contraints de progressivement normaliser leurs relations avec l'Etat hébreux** (accords de Camp-David en 1979 pour l'Egypte, processus d'Oslo en 1994 pour la Jordanie, jusqu'aux Accords d'Abraham en 2020 pour les pétromonarchies sunnites).

Ensuite, l'avènement d'un monde multipolaire au sein duquel coexistent des nations-empires après la chute de l'URSS favorise le rapprochement de la Chine avec certains pays de la région contre la domination occidentale et ennemis d'Israël. A ce titre, la Chine devient un partenaire important également pour les ennemis d'Israël notamment le régime syrien de Bachar El-Assad et le régime des Mollah en Iran soutenant le Hezbollah au Liban. Lors des Printemps Arabes, la Chine soutient en 2011 le régime de Bachar El-Assad face aux vellétés interventionnistes occidentales. De même, la Chine est l'un des seuls pays au monde à contourner l'embargo américain sur le pétrole iranien. Elle achète 80% du pétrole iranien ce qui permet au régime d'éviter la faillite économique.

Enfin, la Chine s'ouvre tout de même au monde occidental et à Israël à partir de 1978, notamment sur le plan économique. A ce titre, **des relations commerciales commencent à être nouées avec Israël au grand dam des Etats-Unis**. Elles s'accélèrent à partir de 1996 lorsque Benyamin Netanyahu devient Premier ministre. En effet, **ce dernier, cherchant activement à opérer un virage sécuritaire fort, n'hésite pas à diversifier ses alliances sur des projets de coopération militaires et sécuritaires** comme dans le domaine des radars. Face à cela, les administrations Clinton puis Bush font pression sur l'Etat hébreux pour qu'il ne cesse ces projets de coopération pouvant amener à la divulgation de secrets technologiques et industriels américains à la Chine comme en bloquant la vente à la Chine de radars Falcon qu'Israël avait prévue au début des années 2000. Pour autant, **les relations économiques entre la Chine et Israël ont été multipliées par 100 entre 1992 et 2021, avec un pic atteint en 2018 à plus de 11 milliards de dollars**. La Chine est devenue le deuxième partenaire commercial d'Israël derrière les Etats-Unis et le premier partenaire en Asie. En 2021, la Chine représente 45% des exportations israéliennes vers l'Asie.

Dans ce contexte, le poids de la Chine est prépondérant pour chercher à aboutir à la paix dans cette région du monde. Par sa *realpolitik*, la Chine est un interlocuteur global, de poids et échangeant avec toutes les parties et qui jouit de surcroît d'une bonne image. **Elle constitue une sorte de miroir de la position française gaullienne** reprise par Jacques Chirac et François Mitterrand, à savoir être un allié d'Israël, mais avec une politique et une ouverture sur le monde arabe. Ici, la Chine est un allié de l'Iran, mais avec une ouverture sur Israël. Par conséquent, les deux chefs d'Etat devraient au cours de cette visite se faire les chantres d'une pacification de la région avec à la clef « la solution des deux Etats ». C'est cette position historique française que Xi Jinping vient chercher au cours de sa visite du 6 mai, chose qu'il rappelle dans sa tribune dans les colonnes du Figaro⁵⁸.

Seulement, **l'enjeu de la visite est surtout pour le président Emmanuel Macron**. En effet, si l'on constate une clarté dans la ligne et les actions du président chinois, cette réalité l'est bien moindre pour Emmanuel Macron qui a oscillé entre des

⁵⁸ [Xi Jinping: «Je viens en France avec trois messages de la Chine»](#), Xi Jinping, Le Figaro, 5 mai 2024.

premières prises de position atlantistes et ensuite plus proches de la doctrine gaullienne originelle. Or, la position chinoise est constante depuis les événements du 7 octobre :

- **La nécessité d'une conférence pour la paix** rappelée au Sommet des BRICS du 21 novembre 2023 qui doit permettre à aboutir à un cessez-le-feu avant d'entamer des négociations pour faire émerger un Etat palestinien. Durant cette période, l'acheminement d'une aide humanitaire à Gaza est une nécessité et un impératif moral.
- **La nécessité de libérer les otages**, le Hamas contrevenant à au principe de non-agression mutuelle qui fait partie des 5 principes de la Coexistence pacifique, doctrine chinoise des relations internationales depuis 70 ans.

Afin de parvenir à réaliser ces deux objectifs de paix, la Chine a mis en œuvre deux actions centrales. D'une part, **il s'agit du vote de la résolution 2 728 du Conseil de Sécurité sur le cessez-le-feu et qui condamne à la fois les actes du Hamas et la campagne militaire de Benyamin Netanyahu**. Ce vote permet à la Chine d'incarner le camp de la paix et de se démarquer des Etats-Unis qui se sont abstenus. D'autre part, la seconde action est **la médiation en faveur d'une réconciliation des factions politiques internes palestiniennes (Hamas et Fatah) en Chine** en avril 2024. Cette action a récemment abouti sur un accord de détente entre les deux mouvements en conflit depuis les élections de 2006 à Gaza. En effet, un des prérequis pour aboutir à la naissance d'un Etat palestinien est la question de l'avenir politique de la Palestine.

En somme, la visite de Xi Jinping est une occasion de rencontrer une France dont la voix à l'international a été affaiblie au fur des années de la présidence Macron. Cette visite sera l'occasion pour le leader chinois de porter la voix du « Sud Global » sur la question israélo-palestinienne et sur les hypothèses de régionalisation de conflit avec une guerre entre l'Iran et Israël alors que l'Occident semble isolé sur la scène internationale sur ce sujet.

LA REDÉFINITION D'UNE POLITIQUE GAULLIENNE AVEC LA CHINE DU XXIÈME SIÈCLE ?

Emmanuel Macron pourrait hypothétiquement adopter une position gaullienne à l'égard de la Chine pour répondre à la fois aux préoccupations des institutions européennes et également à celle de la Chine.

La France possède des atouts à valoriser pour la Chine, afin de nous placer comme des interlocuteurs majeurs. La France conserve une certaine aura à l'égard du régime chinois en raison de la reconnaissance par le général De Gaulle. Notre pays répond à plusieurs intérêts chinois : être un des pays les plus importants de la troisième zone économique du monde, être membre de l'OTAN, posséder un siège au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, la politique traditionnelle de la France sur le plan européen qui appelle à une Europe souveraine indépendante des États-Unis.

Ce dernier point est ainsi le plus intéressant à court terme, puisque la Chine essaie d'éviter d'avoir une union des pays européens et américains contre elle. De plus, la Guerre en Ukraine a réorienté une grande partie des pays européens (Europe de l'Est et du Nord) vers l'OTAN après la parenthèse Trump. Ce réalignement met à mal les ambitions du président français de créer une Europe souveraine après notamment une critique de l'OTAN « en mort cérébral ». Ainsi, la France, l'Allemagne et les pays d'Europe du Sud sont les interlocuteurs privilégiés de la Chine pour espérer une politique européenne différente. L'Allemagne, par ses intérêts économiques et commerciaux, de même que les pays d'Europe du Sud, et la France, par ses positions traditionnelles gaulliennes.

Alors qu'Emmanuel Macron est en difficulté sur le plan interne, qu'il n'a plus forcément le même poids politique sur la scène européenne, la Chine pourrait lui permettre : d'avoir une position franco-allemande (1), de ressusciter la voix gaullienne de la France dans le monde (2), placer la France dans une position d'équilibre dans la rivalité entre la Chine et les États-Unis (3) et poursuivre la volonté de créer une Europe souveraine mise à mal par l'alignement de certains de ses membres sur les États-Unis (4).

CONCLUSION

Devant ces défis et une menace chinoise de plus en plus présente, il paraît plus que probable que l'ordre international sera modifié dans les prochaines années. **La Chine, par l'intermédiaire de son président, a affirmé sa volonté de jouer un autre rôle pour accomplir le « rêve chinois » afin de** tirer son épingle du jeu pour renouer avec son passé glorieux et sa grandeur perdue.

Xi Jinping a toujours déclaré vouloir démarrer une troisième phase de la Chine Communiste, après la première incarnée par Mao Zedong et la deuxième de Deng Xiaoping marquée par l'ouverture et le rattrapage économique. Son objectif est clair : capitaliser sur les succès obtenus après les deux premières phases pour affirmer la Chine sur la scène internationale. À la différence de Deng, il considère que la domination de la Chine ne passera pas uniquement par le rayonnement économique qui a été amorcée depuis 1978, mais que la domination du modèle politique et l'influence géopolitique chinoise joueront un rôle capital. Ainsi, si l'objectif n'était pas affiché par les dirigeants chinois à partir de Deng Xiaoping, il l'est clairement désormais : faire de la Chine, la première puissance mondiale d'ici 2049 sur tous les plans afin de concurrencer les États-Unis.

L'idée partagée par de nombreux dirigeants communistes chinois depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale est la même : **permettre le retour de la Grande Chine et laver l'affront occidental du siècle perdu**. Dans cette optique, Mao a insisté sur la connaissance par les petits chinois du sac du palais d'été pour que jamais cette humiliation ne soit oubliée. Même si tout cela a été passé relativement sous silence sous Deng Xiaoping, Jiang Zemin ou Hu Jintao, ils n'ont jamais voulu remettre en question la spécificité politique chinoise malgré l'ouverture économique. Avec Xi Jinping, nous sommes clairement revenus à une opposition frontale avec l'Occident et l'envie de restaurer la grandeur chinoise.

À la différence de beaucoup de nations émergentes, la Chine peut se raccrocher à la domination qu'elle a pu exercer sur le monde, ce qui renforce sa volonté de vengeance. Le Japon par exemple s'est développé extrêmement rapidement depuis l'avènement de l'Empereur Meiji, mais faute de passé glorieux (à cause des Occidentaux bien souvent) le pays se montre assez docile et n'a jamais cherché à dominer outrageusement le monde. Pour la Chine tout cela est différent. Il faut se rappeler de l'Empire des Song qui s'est démarqué par sa prospérité et son avance technologique, avec par exemple une administration remarquable ou l'invention de l'imprimerie, 4 siècles avant les Européens. Les Song dominaient également le Commerce dans la zone sans aucun véritable concurrent ce qui rend les Chinois nostalgiques.

A l'image des autres nations-empires, la Chine puise dans son imaginaire national avec l'Empire des Qing qui fait rêver les Chinois devant son immensité et sa prospérité. En effet à son apogée celui-ci comprenait l'actuelle Mongolie, des parties de la Fédération de Russie et étendait son influence jusqu'à la péninsule de Corée. Mais c'est l'île de Taiwan, qui a été rattaché à l'Empire chinois durant cette période, qui cristallise les ambitions d'expansion chinoise depuis des décennies. Car c'est le rattachement de cette île à la République Populaire de Chine qui sert comme un des principaux moteurs de l'expansion chinoise actuelle. La rhétorique chinoise à ce propos est questionnable sachant que l'île ne fut contrôlée par la Chine que peu de temps avant l'invasion japonaise (en effet une sorte de protectorat fut établi sur Formose au XVII^{ème} siècle) et la population autochtone n'est pas d'origine chinoise comme annoncé mais bien aborigène d'origine austronésienne. Il n'en reste que la question reste brulante à Pékin et est la meilleure preuve que la Chine bouge et cherche à exercer un nouveau rôle dans le monde, plus conforme à l'histoire et l'idée que les dirigeants ont d'elle.

La visite d'Emmanuel Macron en Chine s'inscrit dans ce cadre désormais structurel posé par le président chinois. De plus, face à ces défis s'ajoutent :

- Les intérêts commerciaux qui sont variables pour appeler sur certains points à poursuivre notre relation commerciale avec la Chine, mais en même temps rompre avec la dépendance et limiter les pratiques de dumping commercial et monétaire de la Chine

- La Guerre en Ukraine pour éviter un axe trop rapproché entre la Russie et la Chine afin de conduire Vladimir Poutine d'entamer un processus de paix ou pour cesser le conflit.

- La rivalité entre la Chine et les États-Unis qui mettent la France et l'Europe face à un choix stratégique : choisir son intérêt économique et commercial avec la Chine, choisir les valeurs et l'allié traditionnel avec les États-Unis ou une indépendance pour dresser son propre chemin

- La position européenne commune qui est fracturée par la guerre en Ukraine entre d'un côté les pays nordiques et de l'est tournée vers les États-Unis et les pays de l'Ouest et du Sud qui sont davantage vers un intérêt commercial et géopolitique d'indépendance comme la France

Par **William Thay**, Président du Millénaire

Pierre Clairé, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire, spécialiste des affaires étrangères et européennes

Crédit photo : [Emmanuel Macron](#), via Flickr sous licence [CC by 2.0](#)
[Xi Jinping](#), par Officia do Palácio do Planalto, sous
licence CC BY 2.0, via Twitter



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*